

mêrhaba hevvalno

nouvelles du
kurdistan



MENSUEL N°5
18 JUIN 2016
PRIX LIBRE



La citadelle de Sur, le vieux quartier de Amed (Diyarbakir), assiégé pendant 105 jours l'hiver dernier.

LE CONFÉDÉRALISME DÉMOCRATIQUE AU KURDISTAN

Nous sommes toujours à la recherche d'informations sur la mise en place du confédéralisme démocratique, sur ses dynamiques et ses questionnements. Voici des extraits d'un article un peu long – on vous réserve une deuxième partie pour le mois prochain – publié sur corporatewatch.org en avril 2016. Le texte a cet intérêt de parler de choses pratiques et locales...

La région Kurde est en train de se transformer. Les populations s'organisent au sein des assemblées populaires et des coopératives, se déclarant autonomes vis-à-vis de l'État et exprimant leur aspiration à une vraie démocratie. Les idées féministes et anticapitalistes y fleurissent. Ces

changements trouvent leur inspiration dans un nouveau concept : le confédéralisme démocratique. Ces mouvements ont la capacité de transformer la réalité de millions de personnes au Kurdistan, ainsi que de s'étendre sur toute la région du Moyen-Orient. L'année dernière, nous nous étions rendus au Kurdistan de Turquie, appelé Bakûr, et dans la région autonome majoritairement Kurde de Syrie, le Rojava. Cet article examine à la fois la théorie et la pratique du confédéralisme démocratique de ces deux régions et ouvre une discussion sur comment mettre en œuvre notre solidarité tout en gardant une perspective à la fois critique et honnête. [...]

*** suite p. 2

Le mouvement des Femmes Libres, à la tête de la libération kurde

La première partie de cet article, publié dans le *Me-rhaba Hevalno* 4, traite de la contre-révolution menée par l'État turc au Bakûr. Ci-dessous, nous présentons le mouvement des femmes du Bakûr, tel que nous l'avons étudié et rencontré lors de notre voyage.

Dans le projet politique d'«autonomie démocratique» porté par le mouvement de libération kurde depuis une quinzaine d'années, la femme a une place centrale. On entend souvent parler de la parité

instaurée dans toutes ses institutions et de la co-présidence (homme-femme). Mais les acquis et la force portée par le mouvement des femmes va bien au-delà de ça et réussit à réunir une grande partie des

*** suite p. 8

POUR TOUTES INFOS,
COMMENTAIRES OU SUGGESTIONS :
actukurdistan@riseup.net



Quel avenir commun pour les arabes et les kurdes en Syrie ?

p. 17



Reconstruire Kobanê, c'est démolir le patriarcat !

p. 22

au sommaire :

- ♦ Edito p. 2
- ♦ Le confédéralisme démocratique p. 2
- ♦ Tayyip Erdoğan, Apocalypse now p. 3
- ♦ L'État turc refuse le cessez-le-feu à Nusaybin p. 5
- ♦ Urbicide en cours p. 6
- ♦ Le mouvement des Femmes Libres p. 8
- ♦ Groupe d'action pour la « vengeance » p. 14
- ♦ Soutien avec les journalistes en taule p. 14
- ♦ Collaboration Rojava-USA ? p. 15
- ♦ Quel avenir commun pour les arabes et les kurdes en Syrie ? p. 17
- ♦ Des militant.e.s kurdes pendus en Iran p. 19
- ♦ Situation explosive à Jalawla ? p. 20
- ♦ Reconstruire Kobanê, c'est démolir le patriarcat ! p. 22
- ♦ Agenda p. 22
- ♦ Carte & Glossaire p. 24

Salut lectrices et lecteurs du cinquième numéro de Mērhābā Hevalnō ! Ce mois-ci on a glané pour vous tout un tas de textes qui, on l'espère, attiseront votre intérêt pour le mouvement révolutionnaire kurde. L'écriture de cette revue est une aventure tumultueuse. N'hésitez pas à contribuer, commenter, nous écrire.

La revue ressemble de plus en plus à un roman-feuilleton. Ce mois-ci la première partie d'un article sur la mise en place du confédéralisme démocratique, pour que cet exemple enrichisse nos discussions, nos imaginaires, nos actions et nos projets (la deuxième partie qu'on publiera en juillet parle de « solidarité critique »). Et deux mois après le premier épisode, on vous présente la deuxième partie du texte « une délégation de femmes au Kurdistan » à propos du mouvement des Femmes Libres.

Malheureusement, la situation en Turquie ne s'arrange pas. Le Bakur subit toujours de plein fouet la répression de l'État turc qui nouvellement a pris la forme de bombardements par les forces aériennes. Ce qui a mené la résistance armée kurde à tenter, après plus de deux mois de siège à Nusaybin, un « retrait stratégique » pour éviter le massacre de la ville toute entière. Une tentative méprisée et balayée par l'État turc qui a continué ses bombardements. Quant aux autres villes déjà détruites, les forces de l'État accompagnent maintenant les pelleteuses qui font table rase, ou alors mettent le feu aux ruines. C'est notamment le cas de Sur, centre-ville historique de Amed qui fait face à ce qu'on pourrait qualifier d'« uricide ». Face à

tout ça, les guérillas multiplient leurs actions de sabotage et les attaques contre les positions militaires et policières.

Au Rojava, l'actualité se cristallise autour de l'avancée militaire des Kurdes et leurs alliés contre Daech vers Raqqa, en passant par la ville clé de Manbij. On vous propose un article sur les enjeux de la relation stratégique entre Rojava et États-Unis. Et puis un autre, pour mieux comprendre les réactions suite à la mise en place d'un système fédéral dont on vous parlait le mois dernier, plus précisément les relations entre Arabes et Kurdes.

Pour le Başur ce mois-ci, à travers l'exemple de la ville de Jalawla, on examine les enjeux de l'après-Daech.

En ce qui concerne le Rojhilat, nous n'avons toujours pas beaucoup d'infos. Mais on sait que suite à la reprise de la lutte armée par le PDKI, l'État iranien a marqué le coup et a exécuté sur place publique plusieurs militants kurdes.

Solidarité avec les camarades kurdes. On pense très fort à vous. À bas l'État, les patriarches et les fachos !

ÉDITORIAL

Ce bulletin mensuel autour de l'actualité du Kurdistan est notamment rédigé depuis la ZAD de NDDL, mais pas seulement ! Un certain nombre de camarades de Toulouse, Marseille, Angers, Lyon et d'ailleurs y participent...

Pour nous contacter : actukurdistan@riseup.net

*** suite de la p. 1

La Commune

La commune constitue le premier niveau du système des conseils au Rojava. De manière générale, les communes urbaines comptent entre 30 et 40 maisons, alors qu'à la campagne il s'agit du village entier. Il y a une réunion bi-hebdomadaire à laquelle participe toute la population de la commune et où un conseil d'administration est élu. Ce dernier se réunit toutes les semaines, et tout-e-s les membres de la commune ont le droit d'y participer. Chaque poste doit être tenu par une femme et un homme. Tout-e-s les représentant-e-s sont révocables par les membres de la commune.

Nous nous sommes rendus au Mala Gel, la maison du peuple, gérée par la commune de Sehit Hozan dans la ville d'Amud, dans le canton de Cizîrê, où nous avons pu discuter avec le co-président. La commune est composée d'environ 400 familles du quartier qui élisent le conseil d'administration de la commune. On nous a expliqué qu'au sein de la commune existent des commissions chargées de la gestion des services, de l'économie, de l'éducation

en langue Kurde, de l'auto-défense, de la réconciliation et de la justice.

La commission de la réconciliation et de la justice cherche à résoudre les problèmes entre différent.e.s membres de la commune. On nous a expliqué que la commission a récemment été félicitée, pour la médiation qu'elle a menée suite à un accident de voiture, ainsi que pour la gestion d'un désaccord sur l'appartenance d'un terrain. On nous a dit que la commission arrive souvent à trouver une solution à ce type de problèmes.

La commission de l'auto-défense organise l'auto-défense armée de la commune. Les unités ainsi créées agissent en autonomie par rapport aux unités des YPG/YPJ et des forces de sécurités, nommées Asayis.

Il y a des réunions publiques organisées par la commune. Nous nous sommes fait inviter à l'une d'elles, organisée par la commune de Sehit Hozan. Plus de 50 hommes et femmes des alentours y ont participé, et deux des sujets de discussion étaient le capitalisme et le féminisme. La discussion a eu lieu en langue Kurmanji (langue Kurde parlée au Rojava), avec une traduction en Arabe.

Le Conseil communautaire du quartier/village et le « niveau du District »

Le conseil d'administration de chaque commune envoie des représentant.e.s au Conseil du village/quartier, ce dernier étant une structure composée de 7 à 30 communes, selon les régions.. Ensuite, le Conseil du village/quartier est chargé d'élire un conseil d'administration, et c'est ce dernier qui sera leur représentant dans le troisième niveau de l'administration, appelé le « niveau District ».

Le district est composé de représentant-e-s du conseil d'administration du deuxième niveau (Conseil du village/quartier). En plus de cela, des places sont réservées à 5 représentant.e.s issu.e.s de partis politiques et d'organisations de la société civile au sein du TEV-DEM.

Lors d'une rencontre à Kobanê avec l'Union de la Jeunesse Démocratique (connue auparavant sous le nom de Jeunesse Révolutionnaire), qui fait partie des organisations de la société civile auxquelles sont réservées des places au niveau du District, on nous a expliqué que :

« Les buts de notre organisation sont l'égalité hommes-femmes et la

protection de l'environnement. Notre organisation n'existe pas que pour les jeunes Kurdes, il y a aussi des membres Arabes, Arménien.ne.s et Turkmènes. »

Le Conseil Populaire du Kurdistan Ouest (MGRK)

Le quatrième niveau du système des conseils s'appelle le Conseil Populaire de Kurdistan Ouest (MGRK), composé des représentant-e-s de tous les conseils de districts et des organisations du TEV-DEM. Alors qu'un des buts principaux du MGRK est la mise en place de la coordination entre les trois cantons du Rojava, la situation de guerre actuelle empêche ses membres de se réunir tout-e-s au même endroit.

À chaque niveau du système des conseils, en commençant par la commune, existe un Conseil des Femmes. Ces conseils sont mis en place par l'organisation des femmes Yekîtiya Star(renommé Kongira Star). Lors d'une rencontre à Kobanê, on nous a expliqué que des femmes de cette organisation participent à chaque conseil de commune

et organisent des stages d'empowerment destinés aux femmes.

Le Contrat Social

En janvier 2014, un contrat social pour les trois cantons de Rojava a été rédigé par 50 partis politiques et des organisations. Il s'agit d'une tentative d'élargir la participation politique de la population au Rojava. Le texte met l'accent sur l'égalité des genres et l'égalité des droits pour toutes les peuples et ethnies, le droit à l'enseignement dans sa langue maternelle et la garantie pour tout.e.s les demandeur.se.s d'asile de ne pas être expulsé.e.s. Le texte invite les autres régions syriennes à adopter le modèle des cantons dans le but de créer d'autres régions autonomes qui puissent travailler ensemble au sein d'une confédération.

Le Contrat Social pose les fondations pour la création de gouvernements, appelés Administrations Démocratiques Autonomes ou Auto-Administration Démocratique, dans les trois cantons du Rojava. Selon ce contrat, ce sont les conseils légis-

latifs, élus par la population, qui nomment ensuite les conseils exécutifs. Au moment où nous écrivons ce texte, ces élections n'ont toujours pas eu lieu et le conseil législatif est toujours composé des partis politiques et des organisations signataires de la charte et qui travaillent ensemble avec des représentant-e-s des différents groupes ethniques.

On nous a parlé de l'idée d'allouer 40 % des sièges de l'Assemblée Législative aux MGRK de chaque canton, afin d'intégrer le système des conseils à l'Administration Démocratique Autonome.

Lorsque les fonctionnaires d'Assad ont quitté la région en 2011, les conseils municipaux du régime ont été renversés. Selon le nouveau contrat social, ces conseils municipaux seront gérés par le Conseil Exécutif concerné. Les premières élections de ces administrations municipales ont eu lieu en 2015.

Source

Corporate Watch ; Traduction : Merhaba Hevalno



TAYYIP ERDOĞAN, APOCALYPSE NOW

Voici un article de Kedistan, fustigeant la politique et le personnage mégalomane d'Erdoğan. Le début de l'article évoque l'attentat visant une voiture de flics qui a eu lieu à Istanbul mardi 7 juin. 6 policiers sont morts et des civils ont été blessés.

Pour Tayyip Erdoğan, il ne fait aucun doute que le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) est derrière ce nouvel attentat qui a fait onze morts à Istanbul mardi dernier. « Il n'est pas nouveau que l'organisation terroriste (on ne prononce jamais PKK) étende ses attaques dans les villes » a-t-il déclaré aux journalistes.

« Notre lutte contre le terrorisme se poursuivra jusqu'à la fin, jusqu'à l'apocalypse », a enfin ajouté Tayyip Erdoğan.

François Hollande a condamné « de la manière la plus ferme l'odieuse attentat terroriste ». Angela Merkel a assuré que « dans le combat contre le terrorisme, l'Allemagne est au côté de la Turquie ». « L'Otan est solidaire de la Turquie contre la menace globale du terrorisme », a dit son secrétaire général Jens Stoltenberg. Il ne manquait

plus que le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, c'est chose faite : il a dénoncé cet « attentat terroriste méprisable ».

Ils avaient tous lus le Figaro, quotidien de la droite française qui affirmait lui, dès la nouvelle tombée, qu'il « s'agissait probablement du TAK », qui, écrivait-il, « est la branche terroriste du PKK, bien que ce dernier s'en défende ». Il rajoutait même, en déformant des propos récents d'un responsable politique kurde, que le PKK avait décidé « d'étendre le conflit aux villes », paraphrasant du coup les propos d'Erdoğan. Rappelons que ce responsable kurde comparait lui, la période des répressions contre les villages kurdes des années 1990, avec les combats et l'auto défense que mènent aujourd'hui « dans les villes », les enfants et petits enfants des victimes d'hier... Depuis, même la correspondante du journal Le Monde, pointe du doigt « les Kurdes, les rebelles », qui, selon elle, « profiteraient de la régionalisation du conflit syrien » avec un « appui russe », ça va sans dire...

Ainsi vont les attentats en Turquie, revendiqués lorsqu'il s'agit du TAK, et jamais signés quand Daech officie. Mais on se doit de remarquer qu'ils arrivent toujours quand cela arrange le régime. De Diyarbakir à Suruç, d'Ankara à Istanbul... Là, c'est pile poil quand enfin une délégation kurde se trouve invitée au prochain round de négociations sur la Syrie, et quand Erdoğan promulgue le décret de loi de modification constitutionnelle permettant le démantèlement du groupe parlementaire du parti d'opposition démocratique (le

au Bakûr :

♦ **LEVÉE DE L'IMMUNITÉ PARLEMENTAIRE.** Le 20 Mai, l'Assemblée Nationale de Turquie a voté la levée de l'immunité parlementaire de 138 député.e.s afin de permettre qu'ils soient poursuivis en justice. Sur 59 député.e.s du HDP (Parti démocratique des peuples) siégeant à l'Assemblée nationale de Turquie, 53 sont concerné.e.s par ces poursuites. Le Tribunal Constitutionnel de la Turquie a rejeté le recours des parlementaires du HDP pour annuler la levée de leur immunité.

♦ **« GÉNOCIDE POLITIQUE ».** Perquisition de nuit dans les locaux du DBP à Bağlar (Amed) et nouvelle campagne d'arrestations de responsables des partis et du reste du mouvement (notamment 42 personnes arrêtées en 2 jours). Le DBP a dû réélire ses cadres dans le 4ème Congrès Extraordinaire. Hurşit Kültür, administrateur du DBP de Şırnak a disparu après avoir été arrêté par la police ; le IHD, Association pour les Droits Humains a déposé une plainte auprès de l'ONU à ce propos, après que les commandants de la police aient nié son arrestation. [ANF]

♦ **ERDOGAN JUGÉ À LA HAYE POUR CRIMES DE GUERRE ?** Le KOMAW, l'institut kurde des familles des martyrs et des disparus, a fait une demande auprès de la Cour Pénale Internationale, afin de lancer une enquête sur 4 responsables des crimes de guerre et de crimes contre l'humanité perpétrés à Cizre. Sont visés par cette demande d'enquête : le président turc Erdoğan, le premier ministre de l'époque Ahmet Davutoğlu, le chef d'Etat-major Hulusi Aker, et Efkân Ala ministre de l'intérieur. Le dossier introduit à la Haye stipule que les Kurdes n'ont pas la possibilité d'avoir recours à la justice turque, la séparation des pouvoirs étant inexistante en Turquie.



♦ **JINHA gagne un prix.** L'agence de presse exclusivement féminine, Jinha, basée à Amed, a reçu le prix *Ilef Evrim Award Alataş* contre la discrimination. Duygu Erol, journaliste à Jinha qui a reçu le prix a déclaré : « Nous dédions ce prix aux femmes qui ont été tuées et dont les corps ont été exposés en la personne de Seve Demir, Pakize Nayir et Fatma Uyar. »

HDP), en autorisant la levée de leur immunité et leur accusation devant les tribunaux pour complicité de « terrorisme ». Certes, Erdoğan veut la guerre, mène la guerre et récolte la guerre. C'était bien une cible militaire qui était visée... en plein cœur d'Istanbul, et dans un quartier très fréquenté.

Il n'échappera à personne que de fait, que ce soit Daech ou le TAK, tout cela est regroupé de plus en plus, comme déjà le régime AKP le fait en Turquie, sous l'appellation de « terrorisme », et il ne faut compter sur personne pour en faire une exégèse politique qui permettrait au Turc lambda qui aurait encore échappé au rouleau compresseur AKP de s'y retrouver. La question n'est pas celle de la violence, mais bien de la totale inefficience politique de celle-ci quand elle est théorisée comme stratégie terroriste dans un État qui n'a jamais hésité à la pratiquer déjà pour son propre compte, et à deux pas de Daech qui y excelle...

Le Parti des travailleurs du Kurdistan a revendiqué, jeudi 9 juin, l'explosion à la voiture piégée contre le siège de la police à Midyat, qui avait tué la veille six personnes, dont trois policiers. Un attentat suicide qualifié de « martyr », qu'on peut aisément comprendre dans la situation de désespérance et d'exaspération que créent sur place les forces de répression armées et leurs « miliciens » supplétifs... Actes de guerre, punition de criminels responsables, vengeances, combats à armes inégales ? Les médias aux ordres n'en parlent que pour mieux fustiger les « terroristes »... Mais, nous direz-vous, Tayyip Erdoğan n'a besoin d'aucun « prétexte » pour mener sa politique, perpétrer ses crimes de guerre, tenter tous les procès possibles et imaginables à son opposition, continuer son ascension vers une présidentialisation du régime, qui le rendrait « Reis » pour un peuple rendu docile et bigot, nationaliste et négationiste à souhait. Tout le monde sait maintenant que le processus est sur la bonne voie, avec même la complicité tacite de l'opposition kémaliste... et le soutien actif des ultra nationalistes.

Les partisans de la paix ont subi de tels revers, et ont tellement vu les gouvernements européens les ignorer, qu'une bombe de plus ou de moins qui explose en Turquie finira par faire partie des anecdotes de guide touristique, et prétexte toujours à diatribes supplémentaires du Reis... « contre le terrorisme »...

Kedistan cynique ? Allons bon.

[...] Par contre, on se contentera aussi de peu avec un demi sourire, en apprenant qu'Erdoğan, qui s'était soudain ému du décès de Mohamed Ali, s'est vu empêché de prononcer un « discours », qu'il avait du pourtant préparer, lors des funérailles. Pensez donc, Obama le fait, donc le Reis doit le faire aussi. L'un pour le « noir », l'autre pour le « Musulman », sans doute. Penser un petit instant qu'Erdoğan a du ravalé sa salive et sa mégalomanie est une bien piètre victoire, alors qu'on meurt toujours dans la région de Nusaybin...

Cela fera pourtant, après que les Etats Unis l'aient quelque peu boudé lors d'un récent périple, un camouflet politique de plus pour Tayyip Erdoğan, la semaine même ou malgré toutes ses protestations, une délégation de Kurdes syriens sera en principe invitée prochainement à Genève.

Pour les Américains et les Russes, il ne s'agit en rien, ne nous y trompons pas, d'une marque de soutien politique, mais plutôt d'un réalisme pragmatique. Il vaut mieux, en ce moment, les Kurdes dedans plutôt que dehors, si l'on veut que les victoires contre Daech soient celles de la « coalition ». Et faire faire des concessions au Rojava dans un proche avenir passera davantage par les négociations que par le chantage à l'armement... Cela dit, le Reis, là aussi a été redescendu du podium.

Les guerres en Syrie et en Irak continuent de charrier leurs lots de réfugiés. Les massacres et les destructions, les expropriations et

les expulsions des populations kurdes de Turquie vont bientôt aussi produire leurs effets « migratoires ». Et même avec l'existence du processus de « confédéralisme » au Rojava, des populations kurdes continuent à prendre le chemin de l'exil, et leur nombre se compte dans les arrivants qui avaient déjà franchi les murs inhospitaliers de la forteresse Europe.

Nous ne pouvons être optimistes pour l'année 2016, même si des victoires « militaires » contre Daech sont enregistrées. Les processus politiques sont au rouge.

Et, dans ce contexte, faire la fine bouche sur le « Rojava », et marchander son soutien, alors que plus que jamais il est indispensable, serait se condamner à broyer du noir dans l'entre soi.

Kedistan cynique d'accord, mais pas au point de prendre du recul sur le seul processus politique, militaire et social, qui apporte dans la région une lueur d'utopie pour demain, et une énergie pour

aujourd'hui, en même temps qu'il stimule la réflexion pour se débarrasser des nationalismes destructeurs.

Dernière minute : Tayyip Erdoğan, vient très « officiellement » de qualifier les députés allemands qui ont voté la reconnaissance du génocide des Arméniens, (dont certains d'origine turque), de « *personnes au sang corrompu* » et menace en rappelant le nombre de Turcs résidant en Allemagne, et « *capables de leur donner une leçon* ». ... Nous avons publié hier cet article, qui se trouve être en deçà de la réalité du délire mégalomane du Reis... Fini les trônes du Palais d'Ankara pour Merkel ? La Commission européenne va-t-elle s'abaisser encore davantage demain pour récupérer le coup ???

Source

Kedistan.net



L'État turc refuse la tentative kurde d'un cessez-le-feu à Nusaybin

Depuis début mai, à Nusaybin, l'armée turque a intensifié son offensive pour casser la résistance kurde et a utilisé ses forces aériennes. Le mercredi 11 mai, quatre frappes aériennes ont été réalisées sur le quartier Alik. Et ça a continué. Ce qui a mené les groupes d'auto-défense à annoncer leur retrait de la ville le 25 mai (après 72 jours de résistance au siège) avec pour objectif d'éviter le massacre de la population toute entière par l'armée turque.

Les YPS déclarent : « Plus aucune force armée est présente à Nusaybin. Ainsi, l'AKP n'a plus aucune raison de mettre la ville à feu et à sang. A partir de maintenant, chaque balle tirée sur la ville par l'AKP serait tirée sur des civil-e-s désarmé-e-s ». Puis : « Nous appelons tous les défenseurs des droits de l'homme au Kurdistan, en Turquie et à l'international, de veiller à garantir le droit à la vie des populations sans défense de Nusaybin ».

Mais dès le lendemain Atalan (HDP) critiquait la poursuite des opérations militaires sur la ville, qui selon lui ont pour but la destruction pure et simple d'une partie de la ville – celle proche de Qamishlo (sa ville jumelle côté syrien) – où l'AKP veut créer une zone tampon et un mur.

On dirait que le retrait des YPS de Nusaybin n'a pas du tout arrêté les offensives de l'armée turque. Les kurdes témoignent de bombardements, arrestations, tortures et massacres. On peut lire le 31 mai sur ANF News : « les militaires turcs auraient brûlé 20 personnes sur la place publique ».

Les groupes d'auto-défense, après cette tentative de cessez-le-feu, semblent être repassé à l'action. Le 1^{er} juin par exemple, une explosion a blessé 12 soldats turcs dans le quartier de Fîrat à Nusaybin.

Source

compilation Merhaba Hevalno à partir d'articles de l'ANF

COUVRE-FEU ET BOMBARDEMENTS

Les opérations militaires des 3 derniers mois touchent à leur fin à Nusaybin, Gever et Şîrnak, où la deuxième phase commence : celle de la destruction totale des bâtiments. Cette deuxième phase là continue à Sur et Cizre. De nouvelles opérations militaires démarrent à Lice. [Toutes les infos sur ces villes sont tirées de ANF]

♦♦♦ NUSAYBIN ♦♦♦

♦ « Pour la première fois la ville de Nusaybin, plus précisément le quartier d'Alik, a été bombardée par des avions militaires de la République de Turquie. L'armée turque, qui attaque sans vergogne les villes du Kurdistan de Turquie, attaque à présent avec l'équipement militaire le plus avancé, en faisant entrer en scène ses avions pour briser la résistance », déclarent les YPS mi-mai. Dans un communiqué postérieur, les YPS dénoncent l'utilisation d'armes chimiques (bombes de phosphore) ayant un rayon d'action de 400 mètres.

♦ Après 72 jours de résistance acharnée de la part des YPS et YPS Jin, les combattant.e.s ont décidé de se retirer le 25 mai dans une tentative d'éviter le massacre de la population. L'État turc a continué à bombarder la ville. Sara Kaya, co-mairesse de la ville, a fait un appel international urgent à se mobiliser en soutien à la population de Nusaybin. Elle a rappelé que des milliers d'habitant.e.s ont résisté pendant des mois sans quitter leurs maisons et environ 50.000 sont encore présent.e.s, et donc toute attaque de l'État turc sur la ville sera une attaque contre des civil.e.s. Elle a aussi confirmé que les forces de l'État bombardent au centre-ville et dans d'autres quartiers qui ne sont pas défendus.



URBICIDE EN COURS AU KURDISTAN DIYARBAKIR, DE LA VILLE-REFUGE À LA VILLE-CIBLE

On vous a parlé dans les numéros précédents de la destruction de Sur, des expropriations de masse, des projets de rénovation urbaine de l'État turc. On a pas beaucoup d'infos plus fraîches. Mais on vous propose une analyse théorique du conflit mené par l'État turc à Diyarbakır à travers le prisme de l'urbicide. Voici des extraits d'un article écrit par Mathieu Gosse, professeur, sur le site revue-urbanites.fr.

Dans la vieille ville de Diyarbakır, agglomération de 950 000 habitants considérée comme la capitale des Kurdes, les destructions du tissu urbain et des relations sociales qui s'y inscrivent sont particulièrement intenses. Il semble que l'action des forces de sécurité de l'État turc ne procède pas d'une logique classique d'affrontement (qui viserait à anéantir ou neutraliser un groupe de combattants ennemi) mais d'une logique d'urbicide. La violence n'affecte pas seulement les individus et le cadre bâti mais vise systématiquement les fondements de l'urbanité telle qu'elle a cours à Diyarbakır.

[...] La notion d'urbicide fut popularisée au lendemain des conflits dans les Balkans des années 1990. Elle peut nous permettre d'analyser l'action de l'État à Diyarbakır. Dépassant le constat des dégâts matériels

et des violences physiques, la qualification d'urbicide consiste en une destruction intentionnelle de ce qui fonde l'urbanité d'une ville.

Les violences ont provoqué le départ d'une proportion importante de la population des 15 *mahalle* de Sur (55 027 hab. en 2014, selon TUIK, l'Institut turc des statistiques). D'après un communiqué de la municipalité métropolitaine (DBB), 30 000 habitants déplacés vers les territoires des trois autres municipalités de l'agglomération étaient enregistrés et assistés par les services municipaux au 10 février 2016. Au vu de l'ampleur des destructions (70 % des bâtiments des quartiers de l'Est de la ville), il est clair que tous ne reviendront pas. Le même communiqué rappelle que « 95 % de la population de Sur est pauvre ». La vie s'organisait dans l'espace public autour d'une multitude de réseaux interpersonnels d'entraide ou de mutualisation de ressources (par exemple les fours à pains communs – *tandır*). Le départ définitif d'une partie importante de la population perturbera complètement les multiples réseaux d'entraide d'une population très vulnérable. La densité et la présence de nombreux enfants dans la rue (21,9 ans d'âge médian dans la province en 2013 selon TUIK) produisaient l'ambiance des espaces publics. Vider partiellement Sur revient à porter un coup

fatal aux modes d'habiter et aux relations sociales qui s'y inscrivaient.

Depuis le début des opérations, d'innombrables images de drapeaux turcs déployés, de graffitis ou de policiers et de gendarmes faisant le signe des loups gris sont diffusées sur les réseaux sociaux. Ces images confirment le fait que les destructions sont ritualisées (Bogdanović, 1993) et que ceux qui les commettent ont l'intention de marquer le paysage. Graffitis, destructions et leurs clichés partagés sur *Instagram* et *Twitter* peuvent être lus comme des marqueurs « d'appropriation de l'espace » (Ripoll et Veschambre, 2005) visant à remplacer d'autres marqueurs d'appropriation de l'espace émanant des habitants, par le biais de leurs élus municipaux.

[...] Les déclarations du Premier ministre Ahmet Davutoğlu, reprises et analysées dans le *Guardian*, donnent à réfléchir : « nous reconstruirons Sur comme Tolède » (1^{er} février 2016). Depuis plusieurs années, l'AKP multiplie les projets de rénovation urbaine (Kentsel Dönüşüm) très critiqués par la société civile, notamment à Istanbul (Pérouse, 2007) : refoulement des habitants pauvres, lectures idéologiques du passé. La référence à Tolède de la part du premier ministre laisse penser que l'action des forces spéciales laissera la place à un projet de réagencement de l'espace urbain. On peut s'attendre à la mise en œuvre d'un

grand projet de gentrification refoulant les habitants pauvres et proposant une lecture néo-ottomane de l'histoire et de l'espace urbains de Sur. Celle-ci inclura sans doute des éléments de patrimoine chrétien et la promotion d'une identité kurde AKP-compatible. On peut d'ores et déjà faire l'hypothèse que les investissements et les destructions menés par l'État ne sont que deux moyens d'une même politique.

Source

Revue Urbanités



NUSAYBIN : L'ARMÉE COLONIALE TURQUE



NUSAYBIN : FRAPPES AÉRIENNES



GEVER : LES QUARTIERS EN RUINE



SUR : LES HABITANTS CONSTATENT LA DESTRUCTION DE LEUR QUARTIER



ŞIRNAK : BOMBARDEMENTS

♦ 67 civil.e.s (dont une quinzaine de mineurs) ont finalement pu être évacué.e.s, mais ensuite il.le.s ont été arrêté.e.s, torturé.e.s et emprisonné.e.s. Une vingtaine de personnes auraient été exécuté.e.s puis brûlés par la police dans la nuit du 21 mai.

◆◆◆ GEVER/Yüksekova ◆◆◆

♦ Le couvre-feu a été levé après plus de 80 jours d'attaque. 20.000 personnes ont perdu leurs maisons. Mexsûdava, un village au centre du district qui avait été brûlé par l'armée il y a 20 ans a été brûlé encore une fois. Halit Aydın, un ancien du village déclare à l'agence de presse ANF : « Ils ont brûlé notre village auparavant, et que s'est-il passé ? En ont-ils fini avec nous ? On est revenus, plus forts qu'avant. Ils doivent comprendre qu'ils ne peuvent pas résoudre le problème comme ça. On va reconstruire, comme on l'a fait auparavant, mais on a besoin de soutien. Notre liberté est plus importante que notre faim. La lutte va continuer dans ces terres. Le choix est, soit laisser tomber son identité, soit résister. Évidemment on a choisi de résister. » Certains habitant.e.s ont posé des tentes dans le jardin de leur maison détruite, en refusant la politique de déplacement.

◆◆◆ ŞIRNAK ◆◆◆

♦ Le président Erdoğan avait dit le 6 avril lors d'une réunion avec les 'mukhtars' (représentants locaux de l'État) : « les bâtiments pourraient être détruits de loin », et c'est ce qu'il s'est passé fin mai : les quartiers déclarés autonomes ont été bombardé sans cesse et des centaines de maisons dans les autres quartiers ont aussi été détruites ou alors ont servi comme base pour les snipers.

♦ La suivante étape est, comme ailleurs, de mettre le feu, une par une, aux maisons (et aux réserves de nourriture et de bois). Après 88 jours d'attaques, et malgré le fait que l'État avait annoncé la fin des opérations, les maisons ont été réduites en cendres, ou bien détruites par les pelleteuses. Les gardiens de villages — personnes armées par l'État contre la population dans les villages kurdes — pillent ces maisons détruites ou brûlées par l'armée turque, et emportent les affaires dans des camions (comme l'avaient fait les soldats turcs à Cizre).

♦ Les 1000 prisonniers de la prison de Şirnak (dont 300 prisonniers politiques, certains blessés lors des récents com-

bats à Cizre et Silopi) souffrent aussi de l'état de siège : aucune communication depuis 2 mois avec l'extérieur, pas de possibilités de cantiner de la nourriture, on leur a refusé de se rendre à leurs procès, il.le.s ne reçoivent aucun traitement et l'infirmerie a été fermée.

◆◆◆ CIZRE ◆◆◆

Après avoir subi, et résisté, aux attaques génocidaires de l'État turc pendant 79 jours, la ville de Cizre continue à être détruite. 3 pelleteuses accompagnées de 4 véhicules blindés sont rentrés dans le quartier de Nur, dans le cadre du programme d'« expropriation d'urgence » décrétée par l'État et concernant plusieurs milliers de bâtiments ayant subi des dégâts pendant les attaques. Des habitant.e.s tentent de reconstruire leurs maisons ; une centaine sont sur pied à nouveau, mais les pelleteuses de la police ne cessent de détruire des bâtiments, y compris ceux où les appartements ont été reconstruits. La police fait pression sur Esmer Tunç, mère de deux des victimes dans les sous-sol de la mort, pour qu'elle quitte sa maison qu'ils veulent détruire ; elle réagit ainsi : « L'État a brûlé mes deux enfants vivants et maintenant veut démolir ma maison. On ne quittera pas notre maison quoiqu'ils fassent. Si nécessaire, nous poserons une tente dans notre maison, mais nous ne quitterons pas nos terres. »

◆◆◆ SUR ◆◆◆

Le couvre-feu a été levé après 173 jours. Les ancien.ne.s habitant.e.s se précipitent sur les toits pour observer leurs quartiers en ruine, dans lesquels les pelleteuses ont déjà fait disparaître une bonne partie des gravats laissant des rues entières. Sur, le cœur historique de Amed, a pratiquement disparu, ainsi que ses innombrables monuments historiques. Quant aux personnes tuées à Sur pendant le couvre-feu, les familles attendent depuis 180 jours que les corps de leurs proches leur soient rendus.

◆◆◆ LICE ◆◆◆

10 quartiers dans ce district de Amed sont depuis le 4 juin sous couvre-feu.

◆◆ PLAN D'EXPROPRIATION ◆◆

De nouvelles parcelles sont rajoutées au plan d'expropriation à Bağlar (district de Amed) et à Şirnak.



TÉMOIGNAGES D'UNE DÉLÉGATION DE FEMMES PARTIES AU KURDISTAN, 2^{ÈME} PARTIE

LE MOUVEMENT DES FEMMES LIBRES, À LA TÊTE DE LA LIBÉRATION KURDE

♦♦♦ suite de la p. 1

femmes. Au printemps 2016, à l'occasion des festivités du 8 mars -journée mondiale des femmes- une délégation de femmes est partie de Paris pour le Kurdistan en Turquie (Bakûr). Pendant une semaine on a pu participer à des manifestations et meetings, rencontrer beaucoup de femmes dans le mouvement et mieux comprendre comment elles s'organisent. Ce texte se nourrit de ce voyage-là, mais aussi des informations qu'on a obtenu en France, à travers des livres, des films, des articles et des rencontres.

SAKINE CANSIZ, EMBLÈME DE L'HISTOIRE DE LA LUTTE DES FEMMES KURDES

Pour comprendre le mouvement des Femmes Libres, il faut faire un bond en arrière de quarante ans car c'est dans la contestation étudiante et ouvrière de la fin des années '70 en Turquie qu'on peut y trouver les racines. Les femmes ont été nombreuses à participer à ces mouvements sociaux, dans une volonté de changer la société de l'époque. C'est impossible de ne pas parler de Sakine Cansiz, figure mythique du mouvement

des femmes, qui a été assassinée à Paris en 2013. À travers le récit de sa vie on peut retrouver les étapes principales de l'histoire de ce mouvement.

Née à Dersim, élevée dans une famille alévie, Sakine se retrouve rapidement à ne pas vouloir coller aux rôles que la tradition assigne aux femmes. Très jeune, elle revendique sa place de femme libre, elle refuse de se cloisonner à la maison, elle ne veut pas se marier, ni avoir des enfants. Proche des idées marxistes-léninistes, Sakine imagine sa vie au service de la révolution. Un séjour de plusieurs mois en Allemagne lui fera découvrir la puissance et l'étendue de la cause kurde. Elle revient inspirée en Turquie et elle commence à imaginer un mouvement révolutionnaire basé sur les revendications kurdes. Pendant une période elle travaille en usine à Izmir et y mène des luttes pour des meilleures conditions de travail. C'est à Ankara, autour de l'université, au carrefour des revendications étudiantes et ouvrières, qu'elle rencontre Öcalan et les autres militant.e.s avec qui elle fonde le PKK, Parti des Travailleurs du Kurdistan. À

cette période, Sakine commence avec d'autres militant.e.s à visiter de nombreuses villes et villages au Bakur, pour diffuser les idées révolutionnaires de cette organisation naissante. Dans une société où la non-mixité des espaces est pratiquée à l'intérieur et à l'extérieur de la maison, elle a un contact privilégié avec les autres femmes. Comme les autres militant.e.s du PKK, elle bouge sans cesse d'une maison à une autre, hébergée par des camarades et en faisant du porte-à-porte, ce qui lui permet d'être constamment au courant des besoins des femmes. Elle organise des discussions, des lectures et des rencontres entre femmes afin d'intensifier la solidarité entre elles. Peu avant le coup d'État de 1980, la vague de répression n'épargne pas Sakine, qui passe plusieurs années dans la prison de Diyarbakir. Même dans cet enfer de tortures elle continue à se battre et son exemple renforce la solidarité entre femmes, à l'intérieur et à l'extérieur de la taule grâce aux épouses, sœurs et mères des prisonniers.

À sa sortie de prison, Sakine rejoint les camps d'entraînement du PKK, qui a

désormais pris les armes. Elle veut créer une armée de femmes, elle est convaincue que pour libérer le Kurdistan il faut passer par l'émancipation de toutes les femmes, qu'elles soient Kurdes ou pas. L'armée des femmes, née officiellement en 1995, établit ensuite son QG dans les montagnes du Qandil, dans le Kurdistan irakien, où elles s'entraînent, étudient le féminisme, se questionnent sur la démocratie et se battent contre l'armée turque qui les attaque régulièrement. Leur façon de s'organiser et leurs principes «contaminent» la société civile, où les femmes s'en inspirent de plus en plus. Selon Ayşe Gökkan (ancienne mairesse de Nusaybin -déclarée «ville des femmes»- et actuelle porte-parole du mouvement des femmes), le mouvement civil des femmes naît de la sensation de synergie avec les combattantes : si ces femmes peuvent s'organiser dans les montagnes, alors ça devrait être possible aussi dans les villes.

Ce mouvement grandissant, la proximité avec Sakine Cansız et ses idées ont profondément inspiré Abdullah Öcalan, leader du PKK. Emprisonné depuis 1999, il s'intéresse à l'écologie sociale de Murray Bookchin et élabore le « confédéralisme démocratique ». C'est une proposition révolutionnaire d'auto-organisation où les prises de décision se font de façon non hiérarchique, horizontale et du bas vers le haut, à travers un système d'assemblées de quartiers et de villages, multiconfessionnelles et multiethniques, qui choisissent des porte-paroles qui vont exprimer leur volonté dans des assemblées où se retrouvent les autres porte-paroles. Dans cette nouvelle forme d'organisation, anticapitaliste et anti État-nation, une place centrale est réservée à l'écologie et aux femmes. Ce sont les hommes et le patriarcat qui sont responsables de ce monde invivable : c'est le masculin, en voulant dominer le monde, qui crée la division en classes, en genres, en peuples, qui sépare les femmes entre elles, qui perpétue les guerres, qui détruit la planète. Dans les dernières années le mouvement des femmes dans la société civile a continué à grandir et les femmes sont présentes dans toutes les instances organisationnelles. Leur parole ne peut plus être ignorée, c'est à travers l'émancipation des femmes qu'on va changer la société et le monde.

UNE APPROCHE RADICALE DE LA LIBÉRATION DE TOUTES LES FEMMES

Les visions racistes orientalistes portées souvent en Europe — y compris par les milieux féministes institutionnels — ont du mal à comprendre le potentiel de la lutte des femmes au Kurdistan ; l'image de la jeune combattante portant une arme va alors venir s'opposer à celle de la maman de 10 enfants ou alors à celle de l'étudiante voilée... Et bien toutes ces femmes font partie du même mouvement, partagent leurs expériences et leurs connaissances, s'entraident pour faire face aux problèmes quotidiens et à la violence patriarcale, et se donnent de la force pour continuer à résister face à la violence de l'État. Ce mouvement se bat pour rompre avec l'image de femme « libérée » que nous vend la « modernité capitaliste », et s'efforce pour donner de la confiance et porter la solidarité aux femmes pour qu'elles se libèrent elles-mêmes à leur façon. C'est en essayant de casser les préjugés et les barrières imposées entre les femmes par la mentalité patriarcale, véhiculée par le capitalisme et l'État-Nation, que ce mouvement arrive à réunir une bonne partie des femmes, tout âges, confessions, et classes confondues. Contrairement aux acquis en Europe par les mouvements féministes en terme de libertés individuelles, le mouvement des femmes Kurdes met la priorité aux libertés collectives, autrement dit, à la libération de leurs communautés et à la libération de toutes les femmes. C'est l'idée que si une femme dans le monde n'est pas libre, aucune femme ne peut se sentir libre. Ce qui explique la lutte acharnée pour la libération globale des femmes : « Si les femmes sont attaquées quelque part, ce sont toutes les femmes qui devraient réagir comme si c'étaient elles qui étaient attaquées », voici une des conclusions de la 1^{ère} Conférence de la Femme du Moyen-Orient en mai 2013.

Afin d'illustrer le point de départ de leur lutte, nous reproduisant à la suite un texte qui introduit le dépliant de présentation du Congrès des Femmes Libres. « L'État-Nation dans la modernité capitaliste a développé toute sorte de politiques de destruction envers la femme afin de vider la socialité de son contenu. Les diversités étant la nature de la socialité ont été considérées comme menace, et les femmes n'ont pas eu la possibilité

de vivre avec leurs propres cultures et identités.

La femme a été ignorée dans la société et enfermée au sein de la plus petite cellule de pouvoir du système masculin dominant qui n'est autre que la famille. Dans une économie s'appuyant sur le profit et l'exploitation, la labeur de la femme n'a pas été reconnue, la femme a été postée à une position de travailleuse gratuite, elle a été dépossédée et même marchandée. Le scientisme grossier se base sur la reproduction constante de la mentalité masculine dominante. La femme, pour autant qu'elle soit énormément discutée en tant que notion, son originalité, sa liberté et sa socialité ont été ignorés. Violence, massacre, abus et viol perpétrés envers les femmes essentiellement dans cette modernité capitaliste n'est pas une pure coïncidence. Le viol, transformé en une culture, un système et une politique, a été légitimé dans tous les domaines économiques, sociaux, politiques, idéologiques de la vie en société. Tout en considérant l'homme comme le dominateur de la nature, et en institutionnalisant la mentalité au pouvoir, une guerre sans merci a été lancée contre la société, la femme et la nature. En fin de compte, la femme qui a été instrumentalisée a été tenue à l'écart de toutes les organisations de la société et de tous les mécanismes de prises de décisions concernant son devenir. Ce pouvoir, par tous les moyens et outils, a eu pour objectif de fonder un système d'esclavagisme de la femme dans son intégralité. »

Voici encore une autre illustration de l'approche de la lutte des femmes au Bakûr au travers d'une association qui travaille localement. Dans la ville de Amed, nous avons pu rencontrer des membres de l'Association de Femmes Ceren, fondée en 2008, qui travaille sur plusieurs fronts et qui compte à présent avec un espace multifonctionnel (une grande maison en bois qu'elles ont construite dans le paysage de barres d'immeubles !) pour accueillir ses activités : bibliothèque et espace d'études, cours d'alphabétisation dans leur langue maternelle (le Kurde), ateliers d'écriture de leur histoire, écritures de lettres pour les prisonnières (vu que pas tout le monde sait écrire en Turc, seule langue permise en prison), apprentissage des nouvelles technologies, accompagnement sur la santé reproductive, discussions et conférences. Dans leur brochure de présen-

tation de l'association, elles expliquent pourquoi elles mènent cette lutte ; en voici des extraits :

« Les femmes ont été les cibles d'une attaque idéologique pendant des milliers d'années. Alors, nous estimons que notre lutte en tant que femmes devrait aussi être idéologique. [...] Nous avons été exclues de la politique, de la science, de la philosophie et de la littérature. [...] Nous nous organisons parce que nous refusons d'être esclavagées, parce que nous voulons mettre en valeur notre force d'initiative et utiliser celle-ci dans l'intérêt de la société. »

COORDINATION DE LA LUTTE DES FEMMES ET AUTODÉFENSE COLLECTIVE

Lors de notre premier entretien avec Ayşe Gökkan — porte-parole du KJA, qui nous a accompagné tout au long de notre voyage — elle nous raconte que « après 40 ans de lutte, le mouvement des femmes est puissant. Il agit dans la famille, dans la société et dans l'État, parce qu'il faut changer les mentalités partout. Les hommes connaissent la force du mouvement et font attention. Parfois des hommes ont utilisé les scandales et la calomnie contre des femmes politiquement puissantes. Mais l'organisation des femmes sert à empêcher tout ça. » Les femmes semblent avoir réussi à faire accepter la non-mixité auprès de toutes les instances du mouvement de libération kurde. Actuellement, il n'y a pas de discussion sur les femmes en mixité ; seules les femmes s'occupent de leurs problèmes et trouvent des solutions adaptées. De même, elles incitent les femmes qui en auraient la nécessité à s'organiser dans une non-mixité choisie (liées à leur confession par exemple) et à nommer des déléguées au sein des groupes de femmes pour que leur voix y soit représentée. Une femme du parti DBP nous explique que la société est en train de changer, même les gens qui ne sont pas particulièrement politisés le montrent ; comme exemple, le nombre de féminicides est en chute au Kurdistan. « Les femmes ont commencé à faire face aux hommes à la maison ou dans le travail. Les hommes ont commencé à accepter le rôle des femmes leader et ils vivent leur engagement politique en lien avec celui des femmes. »

Depuis les années 2000, le mouvement de femmes au Bakûr se structure pour

tenter de rassembler les différentes composantes de la lutte des femmes et de promouvoir localement les conseils de femmes au-delà des partis politiques. Le Mouvement Démocratique de la Femme Libre (DÖKH) réunissait depuis 2003 des organisations de femmes : associations, académies, coopératives, maisons refuges et 25 conseils locaux. En février 2015, le mouvement se restructure et donne naissance au Congrès des Femmes Libres (KJA) avec 501 déléguées présentes à la première assemblée. Le KJA articule dorénavant ce mouvement. Toutes les femmes participant au mouvement de libération kurde font partie, avant tout, du KJA. Selon Ayşe, « le KJA est la première identité des femmes, peu importe la confession ou l'identité politique ». Dans les années 1980-90, le mouvement était encore assez patriotique — nationaliste kurde — mais depuis il n'a cessé d'évoluer ; en effet, le KJA tente d'englober toutes les femmes de cultures différentes vivant au Kurdistan. Dans leurs propres mots : « Il s'agit de l'organisation parapluie démocratique et confédérale des femmes contre l'État-Nation unitaire et centralisé de la modernité capitaliste. Le KJA est l'organe de solidarité commune, d'auto-pouvoir et d'autonomie des femmes issues de toutes les croyances, cultures et sociétés de peuples vivant en Mésopotamie. » Le Congrès « se base sur le principe que "ce n'est que si la femme se libère que la société se libérera" ». Le but du KJA est « l'unification du pouvoir de lutte des femmes issues de toutes les parties de la société et structures organisées contre le système masculin dominant ».

Pour cela, le KJA réunit les communes et conseils de femmes (structures locales, au sein du quartier puis de la ville), les organisations de femmes (qui ne suivent pas le dictat de l'État), les femmes élues (du DBP dans les mairies, ainsi que les députés du HDP), et les personnes ayant accepté les principes du Congrès. Ainsi, se trouvent rassemblées, tant les femmes qui discutent de leurs problèmes au sein des communes dans leur quartier, que les militantes d'organisations civiles, que les femmes politiques, les avocates, les enseignantes, etc. Un quota de 20 % est réservé pour les jeunes ; « le mouvement des jeunes femmes est important car il est le mieux placé pour changer le système » nous dit Ayşe. Le KJA a

une structure qui suit le modèle d'une confédération : en partant du niveau le plus local, appelé « commune », où des déléguées sont élues. Elles se réuniront dans les « conseils de quartiers », puis au sein de ceux-ci sont élues des représentantes pour former le conseil de la ville, et finalement l'Assemblée Générale du Congrès. Le siège central se trouve à Amed (que l'on peut considérer comme la capitale du Bakûr), tout comme la commission « diplomatie » qui est celle qui se charge de la communication vers l'extérieur, et qui a donc été celle qui nous a accueillies en tant que délégation.

Le travail du Congrès des Femmes Libres est articulé en commissions : économie, politique, sociale, diplomatie, justice et droits humains, écologie, presse, peuples et croyances, langue et éducation, culture, gouvernements locaux, lutte contre la violence et autodéfense. En effet, les commissions tentent de couvrir tous les besoins identifiés par les différentes structures. Une bonne partie de leurs efforts se centre sur la lutte contre les violences conjugales ainsi que sur les violences familiales et étatiques contre les enfants ; sur l'économie communale (en visibilisant le travail des femmes) ; sur l'éducation (en commençant par l'alphabétisation des femmes n'ayant pas eu accès à l'école) ; et sur la formation politique et en jénologie (nous reviendrons plus tard sur ce concept). Sur le plan de la politique étatique, les femmes s'organisent pour s'imposer dans les processus de paix avec l'État turc : peut être pour la première fois au monde, il y a eu une femme dans un processus de paix, Ceylen Bağrıyanık, comme représentante du Conseil pour la Paix où des femmes kurdes et turques discutent ensemble. De même, elles se donnent les moyens d'être bien représentées au sein même du Parlement de Turquie. Finalement, le mouvement des Femmes Libres remettant en question radicalement les systèmes d'oppression, porte depuis peu le végétarisme, mettant ainsi en lumière la suprématie du profil de mâle dominant guerrier (qui aurait débuté au néolithique avec la figure du chasseur ayant perfectionné les outils de chasses pour ensuite s'en servir comme armes de guerre contre les autres humains). C'est ainsi que le mouvement des femmes porte un discours critique sur l'évolution capitaliste des

relations entre l'humain et tout ce qui l'entoure et le fait vivre, et donc partage une conscience d'une « société écologique contre l'oppression de la nature par l'humain ».

Le concept d'autodéfense est sans doute le point central de l'approche du mouvement des femmes, l'autodéfense comprise comme une autodéfense collective. Un premier volet en est la réaction en cas d'agressions sexistes. Lorsqu'une femme est agressée — dans la plupart des cas, par son mari —, elle peut compter sur la solidarité réelle du groupe local de femmes pour trouver une solution et la mettre en place. Dans ce cas, c'est la victime qui décide ce dont elle a besoin comme réparation (y compris en terme de représailles contre l'agresseur), et le groupe qui l'entoure l'applique. La lutte contre les féminicides est également très présente, surtout depuis que le gouvernement de l'AKP encourage une violence extrême contre les femmes. Régulièrement, des campagnes et des mobilisations soulèvent cette politique structurelle du viol ; en voici quelques uns de leurs slogans : « Nous sommes des femmes, nous ne sommes l'honneur de personne, notre honneur est notre liberté », « Surmontons la culture du viol,

créons la société démocratique libre », « Le massacre de la femme est le massacre de la société ».

Mais l'autodéfense passe aussi par l'autodéfense politique, et pour cela un effort particulier est mis sur l'éducation politique. Les femmes apprennent ensemble et prennent conscience de leur identité de femmes, s'instruisent sur les mouvements révolutionnaires dans l'histoire, réécrivent l'histoire des femmes qui a toujours été ignorée. C'est dans les Académies de Femmes que ces études ont lieu, et en particulier les ateliers de *jinéologie* qui visent à construire une science faite par et pour les femmes. Selon un document invitant à une conférence sur la *jinéologie* à Paris en juin 2016, « la *jinéologie* désire réinterpréter — par la perspective et l'intelligence de la femme — les valeurs, les expériences, les vécus et les blocages des femmes de tous les milieux sociaux, accumulés au fil de leur histoire de lutte. Ceci pour l'épanouissement d'une société et des individus libres. S'approprier les trésors féminins insoupçonnés du passé avec l'esprit du XXI^e siècle donnera une impulsion forte à la révolution féminine. Si nous l'isolons de la résistance, la *jinéologie* n'aura aucune valeur. »

Encore un volet de l'autodéfense est bien sûr celui de l'autodéfense armée, visant notamment les attaques de l'armée et de la police contre les villages et villes à majorité kurde. C'est ainsi que se sont créées des groupes d'autodéfense exclusivement de femmes, tant au sein des jeunes dans les villes — les YPS-Jin créées récemment — qu'au sein des guérillas — les YJA-Star. Les femmes combattantes, très nombreuses dans les rangs des guérillas, se sont réunies d'abord au sein de ces guérillas mixtes, pour ensuite créer leur propre armée, les YJA-Star. Au sein de celle-ci, les combattantes ne reçoivent pas une formation exclusivement militaire, mais elles apprennent à vivre en communauté dans les montagnes, et se forment ensemble à la libération des femmes. Bref, elles étudient et expérimentent la *jinéologie*.

UNE ORGANISATION EN DEHORS DE L'ÉTAT, SUR LA BASE DE LA SOLIDARITÉ

La théorie du confédéralisme démocratique part du principe qu'on ne peut pas détruire le capitalisme sans combattre l'État, tout comme on ne peut pas combattre l'État sans détruire le patriarcat. Pour démonter le patriarcat, il ne



suffit pas de remettre en question les relations de genre entre les hommes et les femmes, mais bien de déconstruire ce que nous a imposé la domination patriarcale et de reconstruire l'identité des femmes à partir d'elles mêmes, ainsi que de rendre hommage aux notions de communauté, de solidarité active, en cassant les barrières que les différents systèmes de domination ont imposé entre les femmes. Les femmes du Bakûr se réunissent de plus en plus autour de leur lutte commune pour les droits d'autodétermination en tant que peuple kurde, et avant tout en tant que femmes dans ce monde qui tente de nous isoler et nous individualiser.

C'est cette leçon de solidarité réelle que nous ont fortement inspiré les femmes militantes que nous avons rencontrées lors de notre petit voyage. Cet esprit de lutte acharnée, à tous les niveaux, ne baissant jamais les bras devant les pires difficultés, se tenant coude à coude les unes avec les autres, et se donnant de la force pour continuer à résister comme l'ont fait tant d'autres avant elles, et sans même prendre le temps de faire le deuil des proches et des camarades tué.e.s, mais bien en tirant la force de ces vies perdues pour continuer leur lutte. La persévérance de ces femmes se traduit également par l'acharnement à s'organiser, à multiplier les espaces où elles peuvent se retrouver et où mettre en place les outils nécessaires pour mener à bien leurs objectifs ambitieux. Depuis les années 1990, les femmes du Bakûr se sont armées d'une quantité de structures et d'outils pour répondre à leurs besoins et créer un rapport de force dans la société. En résumé : elles font tout pour se donner les moyens d'avancer et de construire petit à petit ce dont elles rêvent.

La stratégie du mouvement des femmes consiste à la fois à promouvoir l'**organisation non-mixte** des femmes à tous les niveaux, et à assurer parallèlement une **participation égalitaire** dans les structures mixtes. Notre délégation a été accueillie dans chaque ville par les co-maïresses ou autres femmes du mouvement ; nous avons ainsi pu entendre la vision des responsables de différentes structures, mais toujours du point de vue des femmes. Ce sont bien sûr les militantes du PKK, puis des partis légaux s'inspirant des mêmes

idéaux, qui se sont battues pour désigner les dynamiques dominatrices de leurs camarades. Ce sont elles qui se sont réunies en Union de Femmes en 1994 pour créer un rapport de force et arracher le quota de femmes au sein du parti : le quota était alors de 25 %, puis à chaque élection ce quota se voyait augmenté, jusqu'à en arriver en 2005 à 40 % et à l'introduction de la co-présidence - par une femme et un homme - du parti. C'est depuis 2014 que ces deux derniers outils ont été élargis à toutes les structures du mouvement de libération kurde (dépassant donc les partis). Lorsque le quota n'est pas respecté, alors l'assemblée est annulée, ou alors les femmes ne sont pas tenues de respecter les décisions qui en découlent. Vu que les femmes s'organisent en non-mixité pour discuter et prendre les décisions qui les concernent, lorsque l'on applique ce quota au sein des organisations mixtes, il s'agit en fait de personnes porte-parole du mouvement des femmes.

Et c'est ainsi que les femmes ont posé leurs propres règles que les hommes sont obligés d'accepter. Ayşe nous donne comme exemple les hommes travaillant dans les mairies DBP : si un homme frappe sa compagne ou bien il ne permet pas à leur fille d'aller à l'école, et bien les femmes vont tout mettre en place pour mettre un terme à ces comportements, allant parfois jusqu'à écarter celui-ci du mouvement ou verser son salaire à la femme.

Voici les principales structures du mouvement des Femmes Libres du Bakur dont nous avons connaissance.

♦ Les Académies de Femmes, ces lieux où elles se retrouvent pour apprendre ensemble, dans une démarche proche de l'éducation populaire, en partant des expériences et connaissances de chacune, et où l'alphabétisation et la formation politique en sont la base. Une femme politique du DBP nous parle du financement de ces académies : personne n'est payé, tout le monde est bénévole ; s'il y a besoin d'argent, ça viendra de la solidarité des gens du quartier, il y aura des appels à dons, et puis de toutes façons les gens payent une cotisation au parti ; « *c'est un mouvement anti-capitaliste qui ne veut pas recevoir de l'argent du gouvernement ni passer par l'échange d'argent*

pour l'éducation ». C'est dans ces académies que l'on développe la jînéologie. Il existe quatre académies pour femmes au Bakûr, et plusieurs sont en projet.

♦ Les coopératives (pour l'instant à Amed, Hakkâri, Van et Mardin) permettent aux femmes d'accéder à un revenu et viser l'indépendance économique ; souvent il s'agit de se mettre ensemble pour produire et vendre l'artisanat qu'elles fabriquaient déjà chez elles sans avoir d'accès à la vente. Nous en avons visité plusieurs à Mardin, dont la mairie DBP tente de promouvoir les coopératives de femmes dans sa province, ainsi que d'en faire la promotion dans d'autres villes.

♦ JINHA, une agence de presse composée exclusivement de femmes a été créée le 8 mars 2012 pour contrecarrer les articles extrêmement misogynes de la presse officielle. Il s'agit à notre connaissance de la première agence de presse de femmes au monde. [Un entretien avec des journalistes de Jinha est reproduit dans le Merhaba Hevalno n°4.]

♦ C'est aussi très localement que les femmes s'organisent. Les conseils de rues, de villages et de quartiers ont leurs propres structures en non-mixité. Elles traitent des sujets qui les concernent, mettent en place des commissions pour amener des solutions aux problèmes qu'elles soulèvent, puis ces espaces sont le premier repli pour les femmes victimes de violences.

♦ De nombreuses associations de femmes, indépendantes des autorités étatiques, ont vu le jour. Une de leurs activités principales est de venir en soutien aux femmes victimes de violence conjugale. Pour cela, plusieurs refuges dans les principales villes accueillent ces femmes qui osent quitter leur mari et qui risqueraient d'être rejetées par leurs proches, et qui dans tous les cas ont besoin de soutien. La plupart du temps, les femmes ne font pas appel au tribunal, car elles ne font pas confiance en cette justice là, plutôt elles s'adressent au mouvement des femmes.

♦ Les (incroyablement persévérantes !) Mères pour la Paix, actives depuis 1999, réunissent des mères de martyrs, et se battent pour exiger la paix, tout en ayant un profond respect pour la lutte



menée par leurs proches tombé.e.s ainsi que pour les combattant.e.s actuel.le.s. En d'autres mots, ce n'est pas parce qu'elle exigent la paix qu'elles vont s'opposer à la prise d'armes pour l'exiger.

QUELQUES MOTS DE LA FIN SUR CE QUI NOUS A TOUCHÉES DANS TOUTES NOS RENCONTRES

On tient à raconter certains moments qui sont restés gravés dans nos esprits pendant notre voyage en délégation. On a eu la chance de rencontrer plein de femmes du mouvement, dans différentes villes, et de partager quelques jours avec elles, malgré le contexte de guerre.

On veut parler avant tout de l'hospitalité. Partout où on est passées, les femmes nous ont ouvert leur maison, nous ont raconté leurs histoires, nous ont parlé de politique, ont répondu à nos questions. Ce n'est pas qu'une tradition kurde, c'est un vrai engagement militant. Elles se sont mises à notre disposition, en annulant des rendez-vous. Sara Kaya, co-maire de Nusaybin, passe une journée avec nous. Elle nous raconte ce que c'est d'être mère de quatre enfants et d'être engagée dans le mouvement, de se battre pour que ses enfants ne doivent pas le faire et pour qu'ils puissent vivre dans un monde meilleur. Elle nous raconte la répression qu'elle subit depuis plusieurs

mois et son passage en prison. La date du procès qui décidera de son sort est... le 8 mars, deux jours après ! Sara est consciente que cette fois-ci elle ira en taule pendant longtemps, mais au lieu de passer ces derniers moments de liberté avec ses enfants, ses amis, ses proches, elle les passe avec un groupe de femmes venant d'Europe, qu'elle ne connaît pas et probablement qu'elle ne verra plus jamais. La lutte et le rêve d'une solidarité entre femmes qui va au-delà des frontières sont plus forts que les envies et aspirations personnelles. À deux occasions on a entendu que des copines étaient incitées par leur famille à rejoindre l'armée des femmes, car en tant que jeunes, leur place était dans le combat pour défendre leur peuple. Dans cette lutte chacun.e a sa place, et l'individu laisse souvent la place au collectif.

On a aussi envie de témoigner du courage incroyable de ces femmes. Lors des manifestations pour les festivités du 8 mars, l'armée turque a fait pression en diffusant des rumeurs d'une probable attaque terroriste à la bombe. L'atmosphère était tendue, la peur palpable, mais des femmes de tout âges, des fois avec leurs enfants, sont quand même descendues dans la rue pour manifester, conscientes de rentrer dans la gueule du loup (tanks et canon à eau tout autour et snipers sur les toits). En Turquie c'est déjà arrivé que l'armée tire sur la foule et fasse un carnage,

mais notre peur a disparu face au courage contagieux de ces femmes.

Pour finir, la réaction face à la douleur et à la mort nous a impressionné. En marchant entre les décombres à Cizre, on a rencontré une Mère pour la Paix qui s'est déplacée pour venir consoler les femmes de la ville qui ont perdu leur proches et leurs avoirs. Cette mère a perdu sept enfants dans le combat armé ou à cause de la répression. Elle n'en pleure pas, elle ne se laisse pas abattre, elle vient porter sa solidarité et son soutien aux autres femmes. C'est aussi l'histoire de plein d'autres femmes qu'on a rencontré et qui ont perdu leurs proches et qui ne désespèrent pas. Il y a une sorte de dignité dans la douleur, une volonté forte de toujours la renverser, de danser et de chanter dans les moments difficiles. Combattre la mort avec la vie ! L'humour et la joie sont toujours là chez les femmes : la guerre va être longue et avec beaucoup de pertes, mais il faut continuer à lutter !

Un tout grand merci à toutes les femmes qui nous ont accueillies pendant notre séjour: Ayşe, Sara, Leyla, Gülser, Selma, Sultan, Elif, et toutes celles dont nous avons malheureusement oublié les prénoms!

au Bakûr (suite) :

♦ **ROBOSKÎ** : L'armée turque tente un « 2^{ème} massacre de Roboskî » en bombardant un groupe (qui faisait du commerce frontalier) au même endroit et environ à la même heure qu'en 2011 lorsque 34 personnes avaient été tuées. Cette fois-ci trois personnes sont mortes, et 3 autres blessés graves. Roboskî est un village de Uludere, dans la province de Şırnak, à la frontière avec le Kurdistan en Irak, où la contrebande est une importante source de revenu. [ANF]

♦♦♦ ACTIONS DES GUÉRILLAS ♦♦♦

♦ Les forces de l'État ont publié un communiqué dans lequel ils avouent que 3342 soldats ou policiers ont été soit tués (483) soit blessés (2859) depuis les reprises des combats en zones kurdes l'été dernier. L'armée a jusqu'à présent toujours minimiser leurs pertes. Les guérillas communiquent que ce chiffre est supérieur à 5000.

♦ Dans le même temps les YPS déclarent avoir tué 19 forces spéciales dans les villes de Nusaybin, Şırnak et Van.

♦ Plusieurs attaques à la voiture piégée contre des positions militaires ou de la police vers Midyat (province de Mardin) et Şırnak. Le 8 juin, commissariat central de Midyat a été détruit. Une trentaine de policiers, ainsi que le guérillero martyr, y ont trouvé la mort. Ce grand commissariat de 6 étages et dans lequel vivaient 150 policiers, était connu pour ses pratiques de torture.

♦ Un hélicoptère Cobra abattu dans les montagnes de Çelê/Çukurca (dans la province de Hakkari) le 13 mai. La version officielle de l'État annonce un accident technique, alors qu'une vidéo filmée par les combattant.e.s montre bien qu'il se fait tiré dessus. Ceci fait partie d'une action des guérillas d'envergure, tuant selon eux 48 soldats, et leur permettant de récupérer beaucoup de munitions. Deux combattants sont décédés pendant les combats. Le lendemain, les bombardements contre les positions des guérillas au Kurdistan irakien se sont intensifiés sans précédent.

DES GROUPES D'ACTION
POUR LA « VENGEANCE »

Mi-mai, deux nouveaux groupes révolutionnaires - l'Initiative Jeunesse Révolutionnaire et l'Initiative des Femmes Révolutionnaires - se sont créés sous le slogan de « Vengeance ».

Dans leur communiqué commun, les deux groupes ont appelé à ce que tout le monde « descende dans la rue et organise des actions révolutionnaires ». Ils affirmaient aussi que les deux mouvements comptent continuer les formes de résistance déjà pratiquées par le Mouvement pour un Kurdistan Libre ainsi que le Mouvement des Femmes Libres.

Dans ce même communiqué on peut lire une liste de leurs objectifs :

« Mettre fin à l'isolement de notre leader Öcalan ;

Se mobiliser contre les attaques fascistes contre le peuple ;

Lutter pour que tout le monde puisse continuer à vivre sa propre culture et parler sa propre langue ;

Mener la résistance auto-gérée pour une vie libre ;

Réaliser les rêves et se venger pour tout.e.s les révolutionnaires tombé.e.s en martyr ;

S'organiser contre le harcèlement, le viol, les drogues et l'individualisation ;

Répandre la résistance auto-gérée pour mettre fin au règne du « palais » en Turquie ;

Élargir la lutte et emporter la victoire du mouvement pour un Kurdistan indépendant ;

Mettre tout en œuvre pour l'effondrement des gangs fascistes de l'AKP ;

Vivre librement dans nos places, nos rues et dans nos maisons ;

Se mobiliser contre l'exploitation salariale ;

Organiser une résistance permettant d'ouvrir les portes des prisons et de se battre contre les opérations de génocide politique. »

Appel à soutien pour les journalistes de DIHA emprisonné.e.s

En soutien aux journalistes de l'agence de presse DIHA (Dicle Haber Ajansi) emprisonné.e.s, une pétition a été lancée à l'initiative d'intellectuel.le.s, de journalistes, d'artistes, d'académicien.ne.s et d'écrivains, parmi lesquelles des personnalités tel que Gencay Gürsoy, Akın Birdal, Fikret Başkaya, Hasan Cemal, Ragıp Zarakolu et Ferhat Tunç.

Rappelant que 13 journalistes de l'agence DIHA sont emprisonné.e.s, et demandant leur libération immédiate, le texte souligne que : « Ce n'est pas que la Turquie, c'est le

Monde entier qui est au courant. Toutes les personnes qui travaillent pour la presse libre sont les cibles du régime d'Erdoğan. La volonté étant de conditionner les informations fournies par les médias en fonction de ce que le régime valide. »

Pour signer la pétition en ligne : <https://www.change.org/p/kamuoyu-diha-muhabirleri-serbest-birakilsin>

Source

Nouvelle Turquie



au Bakûr (suite 2) :

- ♦ De nombreuses attaques contre des positions de l'armée dans les montagnes : à Şemzinan (Şemdinli) ; 2 sergents tués (à Ağri et Nusaybin) ; 32 soldats tués à Oremar (Gever/ Yüksekova, province de Hakkari) ; 40 soldats tués, 2 tanks et 3 pelleteuses détruites à Uludere (Şırnak) ; un hélicoptère Skorsky endommagé à Gever ; etc.
- ♦ Sabotages : les véhicules travaillant dans des chantiers de routes dans le district Uludere (de Şırnak), à Pülümür (Dersim), à Gever (Hakkari), et d'un chemin de fer à Muş, ont été détruits pour collaboration avec l'État turc. Un puit de pétrole à Adiyaman a aussi été détruit.
- ♦ La guérilla du TiKKO, unifiée au sein des forces alliées du Mouvement Révolutionnaire Uni des Peuples (HBDH) — alliance militaire entre plusieurs forces de guérilla en Turquie / Kurdistan — ont attaqué des unités des Forces Spéciales dans la vallée Kalik Kuşağı à Ovacık (Dersim).
- ♦ Le HBDH a aussi déclaré avoir détruit un mini-bus transportant des policiers haut-gradés dans la région de la Mer Noire.

♦♦♦ MÈRES POUR LA PAIX ♦♦♦

Erdoğan a récemment prononcé un discours misogyne appelant les femmes à avoir au moins 3 enfants : « les femmes qui n'ont pas d'enfants sont déficientes et incomplètes », « chaque avortement est un Ulu-dere » (faisant référence à un massacre), « Aucune famille musulmane ne peut consentir le contrôle de la natalité ou le planning familial ». L'Assemblée des Mères pour la Paix de Van a réagi : « Les femmes sont des femmes. Elles ne sont pas incomplètes, qu'elles donnent naissance à un enfant ou pas. Les femmes ne sont pas incomplète, c'est ton esprit qui est incomplet », « Erdoğan est fils d'une mère et mari d'une femme. Il doit penser aux femmes qui lui sont proches lorsqu'il insultent les femmes. Il demande aux femmes de faire des enfants, par contre, il devrait se rappeler que les femmes assassinées ne peuvent pas faire d'enfants ! » [JINHA]



LA COOPÉRATION STRATÉGIQUE DU ROJAVA AVEC LES ÉTATS-UNIS : C'EST BIEN, C'EST MAL, NI L'UN NI L'AUTRE ?

L'implication de soldats américains aux côtés des forces armées kurdes syriennes ont fait beaucoup parler ce mois-ci. Les questions d'alliances stratégiques entre les kurdes et les pays colonialistes occidentaux comprennent de nombreux enjeux. Voici un point de vue qu'on a trouvé intéressant et assez didactique sur le site Kurdishquestion.com.

Dans le contexte de la nouvelle offensive des Forces Démocratiques Syriennes (FDS) visant à repousser Daech de sa capitale auto-proclamée à Raqqa, on assiste à une opération militaire dans laquelle les forces armées du Rojava et celles des États-Unis témoignent d'une coopération plus étroite que jamais. Ce qui fait surgir une question pertinente : une telle évolution est-elle bonne, mauvaise, ou ni l'un ni l'autre ?

Premièrement, un peu de contexte

À la base, le Rojava était complètement isolé – et de fait rejeté – par un régime américain qui avait l'air plutôt de se contenter de soutenir les forces chauvines en Syrie, peu importe que celles-ci soient islamistes ou nationalistes. Cependant, deux ans après que la région du Rojava

se soit déclarée autonome après y avoir chassé des forces du régime de Bachar al-Assad en 2012, les attaques d'une violence acharnée contre Kobanê de la part de Daech ont réussi au moins à mettre la situation révolutionnaire du Rojava sous les projecteurs internationaux (alors que le sauvetage impressionnant des Yézidi.e.s de Shengal avait échoué à avoir le même effet un moins auparavant).

Alors que les forces de défense du Rojava – les YPG et les YPJ – étaient en train de résister héroïquement contre Daech à Kobanê, les Américains n'étaient plus capables de faire comme s'ils ne voyaient pas la situation en face (ceci étant dû largement au fait que les journalistes qui étaient présent.e.s de l'autre côté de la frontière turque témoignaient de l'inaction des Américains face aux avancées de Daech). Cette situation a eu pour résultat une augmentation des coopérations stratégiques entre les forces armées du Rojava et les forces aériennes des États-Unis à partir de la fin de l'année 2014.

Certaines personnes soutenant la révolution séculaire laïque, féministe et démocratique au Rojava avaient alors commencé à se sentir très mal à l'aise par rapport à cette nouvelle coopération, surtout puisque depuis des décennies les États-Unis sont quand même la première puissance impérialiste du monde entier, mettant tout en œuvre pour anéantir tout mouvement ayant la moindre odeur de

socialisme. Ce malaise était alors complètement justifié.

Mais la question principale a toujours été le niveau d'influence que les États-Unis peuvent exercer sur le Rojava. Cette puissance mondiale forcera-t-elle la région à faire des compromis vis-à-vis de son projet politique radical? Ou coopérera-t-elle plutôt avec les forces armées du Rojava dans le contexte d'une alliance temporaire ayant pour seul but la défaite de Daech (en sachant que leurs propres alliés — et très potentiellement leurs propres services secrets — auraient joué un rôle principal dans les origines et la création de l'État Islamique)?

C'est donc dans ce contexte qu'on peut déterminer ce qu'implique la présence des forces terrestres américaines lors de l'offensive en cours actuellement à Raqqa.

La Coopération : Bonne, mauvaise ou ni l'un ni l'autre ?

1) Points positifs

La région du Rojava subit toujours des embargos venant à la fois de la Turquie et de l'Irak, ce qui veut dire concrètement que sans les armes ainsi que l'appui aérien de la part des Américains, l'espérance de vie de la révolution du Rojava réduirait de manière importante. Ceci dit, ça fait maintenant quelques mois que la Russie s'intéresse ouvertement à ce qui se passe dans la région, et elle pourrait éventuellement prendre la place des États-Unis au cas où le soutien de ce dernier s'arrête. Malgré le fait qu'une alliance avec les États-Unis soit loin d'être idéale, il se peut que celle-ci soit tout simplement une question de vie ou de mort.

Entre temps, le fait que certains cercles au sein de l'«establishment» américain auraient décidé que le Rojava mériterait du soutien militaire — du moins temporairement — augmente sérieusement la possibilité que la région et sa révolution s'en sortent de la guerre syrienne sans subir trop de pertes. La survie du mouvement au Rojava, devrait être considéré comme quelque chose de positif, sauf si les processus politiques progressistes se détériorent au fur et à mesure de cette alliance stratégique.

2) Points négatifs

Vue l'histoire plus que douteuse de la politique étrangère des États-Unis, la probabilité que ces derniers laissent la révolution du Rojava simplement prendre son cours est très faible. Alors que le niveau de leur interférence dépend sûrement de plusieurs facteurs déterminants, Washington va sûrement essayer d'encourager l'administration du Rojava d'entreprendre certains compro-

mis politiques en échange de son soutien. Si les dirigeants du Rojava cèdent du terrain politique aux Américains, ceci serait sûrement un coup négatif pour toutes celles et ceux qui soutiennent les mouvements politiques démocratiques et radicaux.

En même temps, la présence américaine en Syrie présente l'occasion parfaite à Daech ainsi qu'à Assad de dire : « *Regardez ! Les Kurdes ne sont que des marionnettes des cochons impérialistes !* ». Les profits politiques et propagandistes qu'une telle situation pourrait apporter aux forces nationalistes et islamistes en Syrie risquent d'être très importants.

La question se pose également sur le fait que certaines forces moins informées pourraient commencer à croire que les Américains soient une force souhaitant et rapportant du bien dans la région, ce qui n'est évidemment pas le cas. Nous n'avons qu'à regarder les crimes de guerre infligés aux Kurdes du Bakur et les attaques contre le Rojava par un des alliés principaux des États-Unis et membre de l'OTAN — la Turquie — pour se rendre compte que l'hypocrisie et les intérêts personnels restent au cœur même des décisions politiques américaines. Le fait qu'aux États-Unis il n'y a toujours pas de bureau de représentation du Rojava, et ce malgré le fait que plusieurs pays (y compris la Russie) en aient ouvert depuis maintenant plusieurs mois, montre aussi que les Américains sont peu enthousiastes à donner un soutien politique au Rojava.

Comme l'a expliqué récemment le site kurdishquestion, la déclaration du 17 mars 2016 de la Fédération Nord-Syrienne/Rojava fut rejetée par la quasi totalité des acteurs principaux du conflit syrien sauf la Russie. Les États-Unis figurent parmi les acteurs ayant rejeté cette déclaration. Des représentants américains ont exprimé clairement qu'ils n'allaient pas soutenir le projet politiquement, chose ironique (c'est le moins qu'on puisse dire) vu que les États-Unis même sont un pays fédéral. La raison principale d'un tel rejet de la part des Américains se trouve dans le fait que Washington souhaite garder son alliance avec la Turquie, et que ce dernier est farouchement opposé à toute sorte d'autonomie kurde, que ce soit en Turquie ou en Syrie. Récemment, les critiques venant d'Ankara à propos des soldats américains qui portaient des insignes des YPG avaient obligé un porte-parole de l'armée américaine à déclarer publiquement que les troupes américaines n'en avaient pas reçu l'autorisation et qu'elles avaient reçu l'ordre de les enlever. Cet exemple montre clairement le fait que

Washington ne souhaite pas trop entrer en conflit avec le régime de plus en plus autoritaire d'Ankara.

3) Ni bonne, ni mauvaise

C'est en pesant tous ces éléments qu'on se rend compte que, stratégiquement parlant, l'alliance USA-Rojava révèle à la fois des points négatifs et positifs, ce qui complique la tâche quand il s'agit de se déclarer pour ou contre. Ceci dit, soyons honnêtes : quoiqu'il en soit, la présence de quelques douzaines de forces spéciales américaines sur le sol syrien ne risque pas de faire énormément de différence.

Quoi qu'il arrive, la grande majorité des batailles seront menées par les Forces Démocratiques Syriennes. La reconstruction des communautés, une fois que celles-ci sont libérées du joug de Daech, sera également menée par des personnes ayant été influencées par la révolution du Rojava. La gloire d'avoir réussi à vaincre Daech ira aux FDS. Toute tentative de la part des États-Unis de s'y attribuer le mérite ne montrerait que leur arrogance extrême, et toute personne ayant la moindre intelligence saurait voir à travers de tels discours.

Un dernier mot pour la fin. Il est fort possible que les États-Unis soient en train d'aider les FDS pour des raisons purement propagandistes — pour montrer enfin que l'administration d'Obama se sent profondément concernée par la défaite de Daech et que le Président est vraiment en train de mettre en œuvre des actions militaires limitées mais néanmoins si attendues par beaucoup d'Américains. Il est possible que ceci soit l'intérêt principal des États-Unis. Les effets à long-terme d'une présence américaine sur le mouvement au Rojava pourraient en fin de compte être assez minime. En même temps, le Rojava pourrait vraiment tirer du bénéfice de ce soutien stratégique — quelles que soient les vraies intentions de Washington.

Quoi qu'il se passe dans les mois à venir, nous devons continuer à nous tenir au courant, nous informer, nous interroger et suivre de près l'évolution de cette alliance stratégique. Ceci dit, il est pertinent qu'on analyse la situation de manière calme et mesurée, puisqu'en tirant des conclusions toutes faites et mal-informées, on risque de faire perdre au Rojava une partie des gens qui jusque-là ont montré leur soutien à un des processus politiques les plus progressistes qui n'ait jamais été développé au Moyen-Orient, voire dans le monde entier.

source

Kurdishquestion.com ; Traduction : Merhaba Hevalno

QUEL AVENIR COMMUN POUR LES ARABES ET LES KURDES EN SYRIE ?

Dans un article intitulé « Polémique autour de la fédération démocratique du nord de la Syrie, Rojava : Quel avenir commun pour les Arabes et les Kurdes en Syrie? », Sami Daoud ne nous donne pas qu'un aperçu des relations entre ces deux populations, mais aussi du contexte historique ainsi qu'idéologique social-nationaliste dans lequel naquit le parti Baas en 1947. Il compare les positions politiques principales du parti de l'époque – celle d'Antoun Saadeh, fortement influencé par l'orientaliste breton Ernest Renan qui s'est déclaré en faveur d'une diversité ethnique en Syrie, et celle d'Akram Hourani qui en tant que président du parlement et ministre de la défense, avait décrété dans l'article 2 de la charte du Parti de la jeunesse : « quiconque ne se fonde pas dans l'identité arabe est considéré comme intrus à la nation ».

Nous publions des extraits de cet article en espérant que les analyses des relations Arabes-Kurdes en Syrie, ainsi que les points de vues critiques exprimés, permettent une meilleure compréhension des réactions parfois violentes à la déclaration de la fédération démocratique au Rojava. Pour lire l'article en entier (en français) voir : orientxxi.info/magazine

Chercheur et critique d'art, rédacteur en chef de l'édition arabe de la revue Kalawiz, Sami Daoud vit et travaille au Kurdistan irakien. Traduction de l'arabe : Hana Jaber

Au lendemain de l'annonce de la création de la Fédération démocratique du nord de la Syrie-Rojava, le 8 avril dernier, la véhémence des réactions dans les médias arabophones lève le voile sur l'hétérogénéité de la société syrienne, et le niveau de violence exercée à l'égard des populations kurdes.

Cette littérature se base sur des références partielles et contradictoires dont l'effet est



de banaliser l'hostilité latente à l'égard d'une altérité kurde, alors même que le conflit syrien n'a pas encore livré tous les outils de décryptage nécessaires à une lecture des événements. De fait, écrire sur la question syrienne en général, et kurde en particulier, revient à balancer entre une approche descriptive et une analyse normée. Sur cet événement proprement dit, les diverses positions, syriennes et proche-orientales — séculières et religieuses —, celles des opposants et des partisans du Baas, se recoupent dans un rejet quasi unanime, et adoptent une posture davantage idéologique qu'analytique. Une partie de ces réactions vient d'auteurs affiliés à l'Arab Center for Research and Policy Studies à Doha, qui avait pourtant publié en 2006 un ouvrage (en arabe) d'une

érudition remarquable sur la formation historique de la Jézireh syrienne, du chercheur Mohammed Jamal Barout. En dépit du parti pris panarabiste de l'auteur, la matière fournie dans cet ouvrage aurait pu servir de support pour débattre des enjeux posés par l'annonce de la fédération démocratique du nord de la Syrie-Rojava. Le livre porte en effet sur les transformations démographiques,

structures tribales ou féodales, homogènes dans leurs identités infra-étatiques. L'expropriation territoriale formait la base de leurs frontières. En gros, ces frontières ont trouvé leur prolongement dans les wilayat sous l'empire ottoman, avant d'être redessinées par le traité de Versailles en 1919, puis dans les accords de San Remo en 1920. [...]

Sous cet angle, le système fédéral peut être un facteur d'union entre des sociétés revendiquant des identités distinctes et affirmées. En Syrie, ces sociétés sont restées longtemps privées d'interactions sur des bases sociales et culturelles pouvant permettre la fondation d'un système culturel historique commun.

De longues décennies de dictature dans la région ont enserré les populations dans des cadres identitaires contraints et figés, produisant un rejet mutuel et un horizon fermé. Un mode de gouvernement qui confirme le regard d'Ibn Khaldoun sur les sociétés du désert : ces dernières ont du mal à prendre de la hauteur dans les représentations qu'elles se font de leur histoire. C'est dans ce contexte que s'inscrit l'histoire du rejet à l'égard des Kurdes en Syrie, qu'il s'agisse des événements marquant l'indépendance de la Syrie ou des propositions faites en 1963 par Mohammed Talab Hilal, lieutenant dans les services de la sécurité politique de la ville de Hassakeh, et adressées au Congrès national du Baas à Damas : arabiser de force les Kurdes à Hassakeh, ne pas scolariser les villages kurdes, ôter la nationalité syrienne aux Kurdes, procéder à des transferts de populations arabes et les installer sur les terres kurdes, créer ainsi une ceinture

Des cadres identitaires figés

L'histoire des ethnies dans la Mésopotamie et la région de la mer Egée rend compte de migrations de grande ampleur et va à l'encontre des thèses de pureté ethnique dans la région, ainsi que le montre Arnold J. Toynbee dans son ouvrage La Grande Aventure de l'Humanité. Bien avant l'empire ottoman et tout au long de celui-ci, il n'y avait pas d'entités politiques étendues, linguistiquement et ethniquement mixtes, mais de petites principautés dotées de

démographique arabe séparant les Kurdes des deux côtés — turc et syrien — de la voie ferrée, « déclencher une opération de communication par les Arabes à l'encontre des Kurdes, et semer les discordes au sein des Kurdes ». Des appels similaires ont été lancés en 2004 dans les prêches des mosquées du quartier de Ghwairan, au sud d'Hasakeh.

Étrangers les uns aux autres

La plupart de ces propositions ont été appliquées par la force des armes. Une « ceinture arabe » longue de 365 km et profonde de 15 m a été tracée, et des colonies de peuplement arabes érigées au cœur des vil-

lages kurdes. En 1963, environ 150.000 Kurdes se sont vu retirer leur nationalité syrienne, au motif qu'ils étaient venus de Turquie à l'époque d'Ataturk. Le retrait de nationalité s'est fait de manière aléatoire, visant l'un et épargnant l'autre dans une même famille. Ces personnes ont été regroupées dans la catégorie administrative des « étrangers d'Hasakeh », elle-même divisée en deux sous-catégories : d'un côté, les « étrangers » titulaires de fiches d'état civil de couleur rouge délivrées par le moukhtar, autorisés à circuler dans le pays à l'exclusion de tout autre droit ; de l'autre, les « étrangers à l'identité occultée », ne disposant d'aucun document officiel justifiant de

leur existence même. Ces personnes-là enregistraient leurs biens au nom de proches en possession de documents et se constituaient des épargnes fondées exclusivement sur la confiance. Plus tard, la langue kurde et tout ce qui a trait à la culture et à l'identité kurdes a été interdit. L'arrivée du Baas au pouvoir et sa pérennité sur de longues décennies a enraciné cette politique.

En 2004, le décret 49 a interdit aux Kurdes de se vendre entre eux des biens fonciers. Il est intervenu en même temps que les années de sécheresse (2005-2008) qui ont provoqué, selon les chiffres du ministère de l'agriculture, l'exode de plus de 500 000 personnes des villes

kurdes vers les banlieues des villes industrielles, où elles ont habité dans des « quartiers de tentes ».

Cette histoire renvoie à la difficulté de débattre en profondeur de la notion de diversité en Syrie tout au long des décennies écoulées, et celle de construire ce débat aujourd'hui. Ce qui n'est pas sans incidence sur les négociations à Genève, car les Syriens ont l'air étrangers les uns aux autres, sans langage ni vision commune sur les questions relatives aux droits et aux institutions.

Source

orientxxi.info

au Rojava :

♦ **RAQQA** : La bataille pour la libération de Raqqa a commencé le 24 mai. Dix villages libérés en deux jours. 12000 combattants participent à l'opération du côté des forces kurdes et de leurs alliés (sous la bannière des FDS) qui œuvrent sur trois fronts pour reprendre le contrôle de la capitale de l'État Islamique. Les 19 et 20 mai, les avions de la coalition dirigée par les États-Unis avaient lâché des milliers de tracts sur la ville pour inciter les civils à fuir avant l'offensive des troupes au sol, une offensive qu'ils soutiennent par un appui aérien intense. De leur côté, les combattant.e.s des FDS pilonnent les jihadistes avec des armes lourdes. Un commandant kurde des FDS a en outre déclaré : « Les arabes de Raqqa nous ont aidés à libérer Kobanê, nous allons les aider à libérer Raqqa. »

♦ **MANBIJ** : le 1^{er} juin, la campagne pour libérer Manbij (ville habitée par une mosaïque de peuples et tenue par Daech) a été lancée par le Conseil Militaire de Manbij (CMM), composé de combattant.e.s arabes, kurdes, turkmènes et circassien.ne.s (les FDS font partie du CMM). Les villages autour de la ville ont été libérés sur 4 fronts et toutes les routes de ravitaillement ont été coupées après l'encerclement total de la ville. À l'heure où nous clôturons ce mensuel, les combattant.e.s du CMM sont à l'entrée de la ville de Manbij et se préparent à la prendre. Manbij est à mi-chemin entre Raqqa — capitale de Daech — et la Turquie — où Daech se

ravitaille ; c'est aussi le carrefour des contrebandes de Daech (de pétrole et d'œuvres d'art). Les habitant.e.s des villages libérés sont conduit.e.s dans des zones sécurisées afin de déminer les villages. Les émirs de Daech vaincus à Manbij se réfugient avec leurs familles en Turquie en passant par Jarablus, à l'aide du MIT, services secrets turcs, d'après un commandant du CMM. [sources : ANF et lephenixkurde]

♦ QAMIŞLO à nouveau sous tension :

→ Les combats ont repris entre les forces kurdes et les forces fidèles à Bachar el Assad à Qamişlo et à Hesekê (les 2 principales villes du canton de Jéziré). Le soir des affrontements à Qamişlo, deux attentats suicides ont suivi dans le quartier chrétien de Al Wsta, faisant au moins 6 morts et 20 blessés selon un premier bilan. Les deux attentats ont été revendiqués par Daech.

→ Le jeudi 19 mai, sept civils ont été blessés lorsqu'une roquette en provenance de Nusaybin, en Turquie, a frappé un stade situé en ville. L'armée turque avait déjà bombardé la banlieue nord de Qamişlo à plusieurs reprises ces derniers mois, mais jeudi, c'était la première fois qu'une roquette explosait à l'intérieur de la ville.

→ En outre, le dimanche 22 mai, l'armée turque a pénétré de cinquante mètres en territoire syrien pour creuser une tranchée entre la frontière et Qamişlo. Des centaines de personnes ont manifesté à la frontière contre les attaques de l'État turc contre leur ville jumelle, Nusaybin, sous le slogan « Aucun mur ne peut nous séparer » et « Vive la résistance à Nusaybin ».

♦ **L'armée turque** a recommencé à attaquer des territoires du Rojava, cette fois-ci en faisant des incursions de l'autre côté de la frontière, dans les cantons de Efrîn et Kobanê. Un garçon de 16 ans a été abattu par des soldats turcs dans le canton d'Efrîn, à 450 m de la frontière.

♦ Dans un entretien avec l'agence de presse Kurdistan24, **Sihanouk Diboan (conseiller du PYD) a déclaré que son parti avait reçu une lettre de la part du représentant de la Syrie à l'ONU**, invitant son parti à participer aux prochains pourparlers à Genève. C'est la première fois que des représentant.e.s du Rojava sont invité.e.s à y participer. À propos de ces pourparlers, et à l'occasion du 100^{ème} anniversaire des accords Sykes-Picot, le TEV-DEM a publié un communiqué faisant le parallèle entre les objectifs de ces nouvelles discussions et de celles d'il y a 100 ans, c'est-à-dire la « division du Kurdistan en 4 parties, et la relégation du pouvoir et donc des souhaits du peuple Kurde aux pays étrangers ». [kurdishquestion.com]

♦ **Rencontre diplomatique entre les gouvernements turc et syrien** à Alger pour bâtir un front commun contre le projet d'autonomie au Rojava. Au même moment, le gouvernement turc construit un mur à la frontière pour séparer les régions kurdes de Syrie et celles de Turquie. Encore un parallèle : des porte-parole kurdes ont comparé ces rencontres à l'accord d'Alger en 1975 signé de la même manière entre deux rivaux — l'Iran et l'Irak — pour mettre fin à cinq années d'autonomie kurde dans le nord de l'Irak.

♦ **SHEIKH MAQSoud** : depuis des mois, les groupes armés mas-sacrent la population ; maintenant c'est l'aviation du régime syrien qui bombarde ce quartier au nord d'Alep. Daech a pris le contrôle d'une douzaine de villages et des camps de réfugié.e.s à Azaz, ce qui a entraîné des milliers de personnes à fuir vers Efrîn.

♦ **22000 RÉFUGIÉ.E.S** sont arrivé.e.s dans le canton d'Efrîn en deux semaines, fuyant les attaques de Daech et d'autres groupes à Alep, Şehba et Raqqa. Ces groupes ont ensuite tiré des missiles sur la ville d'Efrîn. Le camp de réfugié.e.s installé dans le canton est pratique-ment rempli. Un appel est lancé internationalement pour soutenir ces réfugié.e.s.

♦ **KOBANÊ a besoin urgemment de médicaments**, à cause de la fermeture simultanée des postes frontaliers de Mürşitpınar par l'AKP et de Sêmalka par le KDP. Le dernier convoi d'aide médicale date d'il y a 4 mois. Toutes sortes de médicaments sont nécessaires, avec en priorité les suivants : anti-inflammatoires, antidotes pour piqûres de scorpion et de serpent, vaccins contre la rage, traitements pour la diabète, médicaments pour les problèmes digestifs et de pression sanguine.

♦ **Les femmes de la région de Sahba** (nord d'Alep) ont créé leur propre brigade au sein de Japhat Al Akrad.

♦ **Une centaine de jeunes Arabes** ont finalisé leur entraînement à Heseke auprès des YPG/YPJ et vont rejoindre leurs rangs.

Des militant.e.s kurdes pendu.e.s sur place publique en Iran

Nous avons essayé le mois dernier de vous donner des éléments de contexte pour comprendre l'actualité kurde au Rojhilat – Kurdistan-Est – en Iran. Ce mois-ci, on vous propose un entretien avec Dara Natiq, porte parole du Parti Démocratique du Kurdistan Iranien (KDP-I), publié sur le site ARA News, qui nous donne une image de la réponse qu'apporte l'État iranien à la résistance kurde.



Natiq :

« La situation générale dans l'est du Kurdistan n'a pas beaucoup changé depuis des décennies : ni la répression pratiquée par le gouvernement Islamique d'Iran contre la population Kurde, ni les arrestations et les exécutions arbitraires contre les jeunes Kurdes, n'ont cessé. Récemment, les combats ont repris entre les combattant.e.s kurdes et le régime tyrannique de l'Iran dans la ville de Rabad, située près de la ville de Sardasht dans la province d'Ourumiyeh.

Lors d'une prise de parole à l'occasion des dernières célébrations du Newroz, le chef du Parti Démocratique du Kurdistan Iranien avait déclaré que la lutte des Kurdes réussira à inclure toutes les régions kurdes, ce qui implique aussi la possibilité que l'armée des Peshmergas du Kurdistan Irakien pourrait envoyer des troupes pour soutenir leur frères et sœurs du Kurdistan Iranien dans leur lutte d'autodéfense contre la tyrannie et la répression du gouvernement Islamiste en Iran. »

Quand on l'interroge par rapport à des potentielles réformes du nouveau gouvernement iranien, Natiq répond :

« Nous ne croyons pas qu'un vrai changement soit possible tant que ce régime tyrannique tienne le gouvernement. Notre but est le renversement total du régime et son remplacement par un gouvernement démocratique qui soit représentatif du peuple et qui travaille pour que toutes les communautés de l'Iran, y compris les Kurdes, puissent bénéficier de leurs droits légitimes, et de donner à chaque compo-sante de la société l'occasion de participer directement dans les processus de prises de décisions dans ce pays.

Le mouvement kurde, dans les quatre parties du Kurdistan, est plus actif qu'il n'a jamais été, et la révolution kurde des quatre coins du Kurdistan est en train de se propager. Ceci est une source de fierté pour tout.e.s les Kurdes, surtout puisqu'au niveau régional ainsi qu'international, on parle de la question kurde plus qu'on ne l'a jamais fait auparavant. »

L'État iranien exécute des militant.e.s kurdes

Récemment, cinq militant.e.s Kurdes se sont fait exécuté.e.s par les autorités de la République Islamique d'Iran dans la ville majoritairement kurde d'Ouru-miyeh, dans le nord-ouest du pays. Naji Kiwan, Ali Kurdian, Haidar Ramini, Nadir



au Rojhilat :

♦ Mohammad Sadiq Kabudvand, militant kurde iranien, fondateur de l'Organisation des Droits de l'Homme du Kurdistan, prisonnier depuis maintenant 10 ans, est en grève de la faim depuis le 8 mai pour protester contre la prolongation de sa peine. Ayant déjà subi une prolongation par rapport à son travail en tant qu'éditeur du journal Payam-e Mardom-e (Message du Peuple), il a eu un procès le 24 mai pour avoir soi-disant publié de la propagande anti-étatique à l'intérieur de la prison. Le procès a duré 30 minutes, et Kabudvand n'a pas été représenté par un avocat.

♦ Le décès d'Ismail Ilkhanizada, ce 22 mai 2016 à l'âge de 110 ans, vient nous rappeler un épisode central de l'histoire kurde. Il était le dernier survivant du gouvernement de la république indépendante de Mahabad, première expérience d'indépendance kurde au XXe siècle. Celle-ci avait été proclamée le 22 janvier 1946, sur la place principale de la ville du même nom, au Rojhelat ou Kurdistan d'Iran, par son président Qazi Muhammad. Malheureusement une violente offensive de l'armée iranienne mettra fin à cette initiative quelque mois plus tard avec la complicité de l'URSS.

♦ Deux contrebandiers kurdes rojhilati ont été tués par l'armée iranienne à Piranshahr et Sardasht.

♦ De nombreuses grèves sont en cours depuis le mois d'avril dans les villes du Rojhilat. Dans cette région paupérisée par les politiques de sous-développement programmé du gouvernement, le commerce transfrontalier est la principale source de revenus. Hors les autorités de la province de Kirmashan ont franchi une nouvelle étape en autorisant le fait de tirer sur les passeurs, appelés les Kolbar, légalisant ainsi aux yeux de tous une pratique déjà en cours chez les gardes-frontières. La raison donnée est que les Kolbar agiraient contre les valeurs islamiques en important des marchandises haram (interdites) telles que des produits de beauté ou de l'alcool.

Muhamadi et Ruhman Rashidi ont été pendu.e.s publiquement devant plusieurs centaines de personnes, y compris leurs familles, forcées par les autorités iraniennes à s'y rendre et à regarder.

Dara Natiq a déclaré que « ces victimes étaient des militant.e.s des droits de l'homme qui documentaient les violences des forces de sécurité iraniennes contre des civil.e.s dans la ville d'Ourumiyeh. En exécutant ces activistes, l'État iranien cherche à empêcher tout témoignage concernant les violations des droits de l'homme dans la région ». Il a aussi déclaré qu'en Iran, en moyenne 7 civil.e.s et militant.e.s sont exécuté.e.s par semaine : « Les scènes d'exécutions publiques sont devenues quotidiennes dans les villes principales en Iran [...] Cela fait longtemps que les Kurdes sont réprimé.e.s et persécuté.e.s par le gouvernement islamique d'Iran. Cependant, nos militant.e.s continueront à publier ces violations des droits de l'homme en espérant qu'un jour la communauté internationale mènera des actions pour mettre fin aux actes barbares de ce gouvernement tyrannique. »

Source

Ara News



A JALAWLA, SITUATION EXPLOSIVE ?

Sur le site kurdistan24.net, les peshmergas annoncent avoir dû désamorcer plus de 900 «engins explosifs improvisés» dans la ville de Jalawla, province irakienne de Diyala, depuis qu'elle a été reprise à Daech en novembre 2014. Aujourd'hui, la population n'a pas pu encore regagné la ville minée de ces engins explosifs. On profite de cette information factuelle pour apporter plus d'informations sur ces villes en Irak qui ont été occupées par Daech. Jalawla, une ville reprise ou conquise ? Débat.

Il faut préciser que la ville se trouve hors des frontières du GRK. Les peshmergas s'étaient alliés en novembre 2014 à des

milices chiites, Hashd al-Shaabi — « le Rassemblement populaire », pour chasser Daech de la ville. Puis les peshmergas ont chassé les Hashd al-Shaabi au printemps 2015. Golala, le nom kurde de la ville, est de nouveau utilisé.

Pour comprendre les enjeux autour de ces territoires, voici un extrait d'un article d'Émilienne Malfatto « Entre Kurdes et Arabes, la guerre froide derrière le front contre Daech » publié sur slate.fr en décembre 2015 : « Jalawla, soumise aux politiques d'«arabisation» de Saddam Hussein, était démographiquement arabe (plus de 80 %) avant l'offensive djihadiste. Le paysage plat et désertique évoque davantage les terres arabes que les montagnes kurdes. La ville est

deux fois plus proche de Bagdad que d'Erbil, capitale du Kurdistan irakien.

Dans les années 1970 et 1980, le régime baasiste de Saddam Hussein a mis en place des politiques d'arabisation dans le nord de l'Irak, chassant les civils kurdes et installant à leur place des Arabes afin de changer la représentation démographique de chaque communauté. «Les familles arabes importées par Saddam [Hussein, ndlr] ne peuvent pas revenir à Golala», lâche le commandant Sangawi [peshmerga] d'un ton sans appel.

«La majorité des familles importées par Saddam Hussein appartiennent à la tribu Karawi, dont le sheikh a prêté allégeance à al-Qaïda et maintenant à l'EI», ajoute Iacob Youssif Ali [le maire]. «Après la chute du régime baasiste en 2003, de nombreux Kurdes

ont voulu revenir à Jalawla et réclamer la restitution de leurs terres, alors les Arabes de la tribu Karawi ont créé des milices", précise-t-il, évoquant tensions inter-communautaires, meurtres et attentats entre 2004 et 2014.

Pour l'instant, quelle que soit son appartenance ethnique, aucune famille n'a été autorisée à revenir à Jalawla. Les habitants s'entassaient dans des camps gérés par les autorités du Kurdistan. Parmi elles, des Kurdes, des Arabes originaires de Jalawla, et des Arabes venus du Sud.

Dans le camp d'Alwand, plus de 700 familles attendent ainsi un hypothétique

retour chez elles. Situé à vingt minutes de Jalawla, sur un petit promontoire au milieu du désert, l'endroit est perdu au milieu de nulle part, entouré de barbelés, des camions-citernes échoués au pied de la colline.

Emilienne Malfatto, en décembre dernier, terminait son article ainsi :

« Nous avons demandé au gouvernement irakien de venir reconstruire la ville, qui appartient à la province irakienne de Diyala, mais ils n'ont envoyé aucune aide », se plaint Toufik (démineur), soulignant malgré lui que Jalawla n'est pas encore tout à fait kurde. En face, le gouvernement régional du Kur-

distan a promis de donner 25 milliards de dinars (20 millions d'euros) pour financer la reconstruction. Une manière d'attirer un peu plus Jalawla dans son orbite, ce qui ne peut que déplaire à Bagdad.

Appauvri, corrompu, divisé, le gouvernement central est pour l'heure trop occupé par la lutte contre l'EI pour réagir. Mais une fois la menace djihadiste éliminée, il pourrait bien rediriger son attention sur les "territoires disputés". Jalawla ou Golala, la question du nom de ce coin de désert porte possiblement en elle les germes d'un conflit "post-Daech". »

au Başur :

♦ SÊMALKA :

→ Le poste frontalier de Sêmalka (Faysh Khabur en Arabe), entre le Başur et le Rojava, a été ré-ouvert le 8 juin après avoir été fermé pendant 3 mois par le GRK (Gouvernement Régional du Kurdistan, autonome en Irak). Officiellement, la frontière fut fermée le 17 mars à cause des désaccords politiques entre le PYD et le Conseil National des Kurdes en Syrie (ENKS), créé et soutenu par le GRK. Selon le PYD, la fermeture de la frontière avait été imposée suite aux pressions de la part du gouvernement turc après la déclaration du fédéralisme dans la région. [kurdistan24] Le passage de la frontière est néanmoins refusé à la plupart des marchandises et à bon nombre de personnes ; seules celles pouvant montrer une identité du Rojava sont permises de passer vers le Rojava, et personne n'est autorisé à passer dans l'autre direction vers le Başur.

→ Le 16 mai, des représentants du KNK et de partis politiques (Goran, PUK, Yekgirtu, Mouvement pour une Société Libre, Hizbi Zehmetkêşan, Ayinde, REPAK) et d'ONG avaient tenté de faire une marche vers la frontière fermée depuis quelques mois à Sêmalka entre le Kurdistan Ouest (Rojava) et Sud (Başur) pour protester contre les frontières artificielles du Kurdistan, au 100ème anniversaire des accords de Sykes-Picot. Les forces assyriennes du KDP ont empêché les manifestant.e.s de s'y rendre. Nilufer Koç, co-président du KNK, a déclaré que le PDK met en place les politiques des puissances coloniales, et a rappelé que la fermeture de la frontière est la décision du PDK et non du parlement du GRK. [ANF]

♦ **Le PUK — Union Patriotique du Kurdistan** — et le Tevgera Goran (Mouvement pour le Changement) ont passé une alliance historique afin de lutter contre les crises économiques et surtout poli-

tique qui travers la région. Le Goran est le principal parti kurde d'opposition à la coalition PUK-PDK au pouvoir au GRK.

♦ **De nombreux partis kurdes du Başur** (à l'exception du PDK) et du Rojhelat ont fait une conférence de presse conjointe avec le KNK pour dénoncer la levée de l'immunité parlementaire en Turquie contre les députés du HDP. [ANF]

♦ **FALLOUJA** : Depuis le 22 mai, les Peshmergas du GRK, l'armée irakienne et des milices Chiïtes locales, soutenus par la coalition internationale, essayent de reprendre la ville de Fallouja tenue par Daech. Récemment, l'armée irakienne a déclaré avoir ouvert un corridor humanitaire, ce qui aura déjà permis à environ 4.000 personnes de fuir la ville. Des snipers de Daech auraient pris position près de ce corridor, tirant sur celles et ceux qui essayent de s'enfuir. En 2004, puis en 2007, lorsque l'armée américaine assiégeait la ville (tenue à l'époque par les forces rebelles irakiennes) Fallouja fut témoin de l'usage des armes contenant de l'uranium appauvri de la part des Américains. Depuis, le taux d'anomalies congénitales a atteint des records ; des milliers d'enfants naissent avec des déformations physiques, des problèmes respiratoires, cancers... Pour un analyse de fond de la situation ainsi qu'un entretien avec des habitant.e.s de la ville, voir l'article « Irak : ce que pensent vraiment des habitants assiégés de Fallouja » sur orientxxi.info.

♦ **MOSSOUL** : L'armée irakienne a lancé depuis mars une campagne pour préparer la reprise de Mossoul que Daech contrôle depuis 2 ans. De leur côté, les Peshmergas du GRK ont repris des villages fin-mai, soutenus par l'aviation de la coalition internationale. D'après LePhénixKurde, « Les peshmergas n'apportent qu'un soutien discret à l'armée irakienne depuis qu'elle a lancé son opération [...]. La réalité est que, si la bataille de Mossoul est retardée, ce n'est pas parce que les troupes manquent de matériel ou de forma-

tion. Mais parce qu'il n'y a toujours pas d'accord politique sur la gestion de la ville après la chute de Daesh ». La population de Mossoul est particulièrement proche de Daech ou, du moins, hostile aux Kurdes et autres minorités.

♦ SHENGAL

→ « S'il y a une force qui doit quitter le Shengal, c'est le PDK ». Depuis plusieurs mois déjà, le gouvernement PDK essaie de mettre la pression sur les forces yézidiennes pour que celles-ci fassent rupture avec les forces kurdes du Rojava. La Coordination des Yézidi.e.s a publié un communiqué dénonçant ces pressions ainsi que l'exécution d'un jeune de leur communauté. « Tout comme l'AKP essaye de briser la volonté du peuple et de lui faire capituler, le PDK est en train de faire la même chose avec le peuple Yézidi [...] Mais nous tenons à dire ceci : Ceux qui croient que nous allons courber l'échine devant une telle politique se trompent lourdement ».

→ Daech attaque à nouveau des villages de Shengal ; les forces shengalaises, les YBŞ, réussissent à les repousser.

♦ **Aysel Avesta**, journaliste de Sterk TV a été arrêtée par les forces de sécurité du KDP à l'entrée de Duhok.

♦ **5 jeunes ont été décapités** et une trentaine portés disparus par Daech dans la ville de Hiwêca (à 55 km de Kirkuk), accusés d'être des indics' pour le régime irakien.

♦ **Une délégation du GRK** se réunira bientôt avec le gouvernement de Bagdad pour discuter d'un référendum concernant l'indépendance de la région kurde en Irak. Lors d'une consultation non-décisionnelle en 2005, 98,8% de la population avait voté pour l'indépendance de la région. [rudaw.net] Le vendredi 27 mai à Duhok : manif unitaire de Sunnites, Yézidis et Assyriens en faveur du référendum pour l'indépendance du Kurdistan ; un défilé festif.

APPEL A DONS DU COLLECTIF FÉMINISTE POUR LA RECONSTRUCTION DE KOBANÊ

Reconstruire Kobanê, défendre le confédéralisme démocratique

Depuis un peu plus d'un an, Kobanê est libéré mais la ville même est détruite à 80%. Dans ce contexte, la reconstruction est une urgence humaine et politique. C'est une urgence humaine car une part importante de la population de la ville est revenue y vivre. Malgré les efforts des organisations de la ville pour permettre leur réinstallation, les conditions économiques et sociales sont extrêmement difficiles. C'est une urgence politique car des forces obscurantistes, impérialistes et capitalistes sont présentes aujourd'hui plus que jamais pour étouffer la révolution sociale en cours à Kobanê. Face à ce constat, les institutions de la ville, en lien avec le mouvement kurde, ont décidé de faire de la nouvelles Kobanê, une ville qui reflète dans ses fondations mêmes les principes du confédéralisme démocratique. Des comités de reconstruction ont été créés à travers le monde et en Europe, c'est la France via le collectif qui est en charge de coordonner le projet de reconstruction féministe.



Le collectif et le projet féministe de reconstruction

Le collectif solidarité femmes Kobanê est un collectif non-mixte rassemblant des femmes d'horizons politiques différents vivant en région parisienne. Nous avons créé ce collectif en octobre 2014 pour soutenir le combat des femmes de Kobanê et faire entendre leur voix en France avant de nous engager pour la reconstruction des espaces de femmes à Kobanê. Le projet a été écrit par le collectif en lien avec les femmes du Kongra Star (anciennement Yikitiya Star) et à partir des besoins qu'elles avaient identifiés et de leurs expériences politiques. Cette organisation des femmes existe en effet depuis 2005 au Rojava et défend l'organisation collective, la formation et l'autonomie comme outils

d'émancipation politiques des femmes. Le projet reflète ces objectifs. Pour permettre la formation et l'organisation collective des femmes, le projet a pour but de construire une académie des femmes. Ces académies ont été pensées par le mouvement des femmes du Kurdistan et développées au Kurdistan de Turquie et depuis 2012 au Rojava. Les femmes se réunissent dans les académies pour suivre des formations, se soutenir entre elles et élaborer elles-mêmes un savoir sur elles-mêmes, la jineologie. L'académie comprendra ainsi des salles de conférence, de cours, des lieux de convivialité, une bibliothèque et un centre de santé d'urgence.

La deuxième dimension du projet est la reconstruction des coopératives pour les femmes mises en place avant la guerre mais détruites pendant la guerre. L'objectif de la reconstruction des coopératives est de contribuer à la réalisation de l'égalité des sexes et d'une alternative économique au capitalisme, en faisant participer les femmes à la production des biens communs et de la vie de la Cité. Il y aura deux coopératives spécialisées dans la fabrication de textiles et de produits d'hygiène fabriqués à partir des ressources disponibles sur place et dans le respect de l'écologie.

Enfin, la conception des bâtiments reflètera la participation des femmes à la vie de la cité, leur autonomie et leurs solidarités. Le projet de reconstruction prévoit la création d'une grande mosaïque dans la ville exprimant les résistances des femmes pour libérer Kobanê.

Reconstruire Kobanê, c'est démolir le patriarcat !

Avec ce projet, le collectif participe à la mobilisation des forces et des ressources politiques, financières et de savoirs faire féminins et féministes en Europe et à l'international. Notre solidarité matérielle est une solidarité politique qui vise l'autonomie des femmes au Rojava et au Kurdistan et la construction d'alliances durables entre femmes basée sur l'échange de pratiques et d'outils politiques pour notre libération.

Ce travail ne se réduit pas à un soutien humanitaire aux femmes de Kobanê. La lutte au Rojava est une lutte pour l'humanité, et comme les femmes du mouvement au Kurdistan l'ont souligné, la victoire des femmes à Kobanê est une victoire pour l'ensemble des femmes !

Envoyez vos dons

au projet de reconstruction féministe à Kobanê

Par chèque à l'adresse :

COLLECTIF FEMINISTE POUR LA RECONSTRUCTION DE KOBANE, 32 Rue de La Chapelle - 75018 Paris

Par virement bancaire sur le compte : RIB 20041 00001 6985864L020 45 / IBAN FR28 2004 1000 0169 8586 4L02

Ou via Helloasso sur le site : <http://solidaritefemmeskobane.org>

AGENDA

✌️ 25 juin — Paris

Au Palais des Congrès : Le Mouvement International des Femmes Kurdes organise une conférence non-mixte de Jineologie, « la science de la femme ». Plus d'infos : kedistan.net/2016/05/30/conference-jineologie

✌️ 25 juin — Paris — 16h

L'Institut Kurde de Paris propose une rencontre-débat "Une recherche internationale sur les dialectes kurdes" avec des universitaires. À l'IKP (106, rue Lafayette).

✌️ 2 juillet — Mendiola (64)

À l'occasion du festival EHZ, conférence-débat "Kurdistan, une souveraineté féministe" avec Michelle Allison (représentante des femmes du KNK) et 2 membres d'une délégation partie au Kurdistan à l'occasion du 8 mars à l'invitation du KJA. Sur le site du château de Garro.

en Turquie :

♦ **ISTANBUL XÉNOPHOBIE :** Un jeune kurde a reçu 9 coups de couteau sur un chantier, près d'Istanbul, pour avoir parlé Kurde.

♦ **ISTANBUL GEZI :** La Révolte du Parc Gezi laisse ses traces. Au 3^e anniversaire de la révolte, des rassemblements ont été organisés dans plusieurs villes. Ce mouvement protestataire de 2013 avait réuni plusieurs millions de personnes, d'associations, de communautés, de partis et de syndicats, représentant la société civile à travers toute

la Turquie, contre le gouvernement islamo-conservateur de l'AKP. La violence de la répression avait provoqué plus de 7000 blessés et la mort de 8 jeunes.

♦ **À propos de l'attentat homophobe à Orlando** dans une boîte de nuit LGBT, un journal proche d'Erdoğan, Yeni Akit, titre : « 50 pervers tués dans un bar »...

♦ Dans un contexte de guerre de l'État fasciste turc contre le peuple kurde, contre les organisations révolutionnaires et

les démocrates, et de censure des médias, un groupe de hackers lié au Partizan (groupe armé du Parti Communiste Maoïste, de Turquie) a piraté les sites de propagande fasciste. À présent, à l'entrée des sites internet de propagande fasciste (ccchareketi, ulku-cuhareketi et canlitv23) on peut voir une photo du leader communiste Ibrahim Kaypak-kaya et le message « Hacked by Partizan ».

♦ **Une journaliste turque, Arzu Yildiz,** a été condamnée à 1 an et 8 mois de prison par

la justice pour son documentaire révélant le trafic d'armes qui a lieu entre la Turquie et l'État Islamique.

♦ **Le journal britannique le Daily Mail** a publié un article révélant la fabrication d'unités de l'État Islamique par des enfants syrien.ne.s dans une usine située en Turquie, dans la ville frontalière de Antakya. Selon l'article, les enfants, dont certain.e.s n'ont que 9 ans, travaillent 12 heures/jour pour environ 30 euros (25£) par semaine.

en Europe :

♦ **Ouverture d'une représentation du Rojava** à Paris [lephenixkurde]

♦ **Manifestation en l'honneur des martyrs du mois de mai au Kurdistan :** vaste élan de solidarité à Paris. 2000 à 3000 manifestant.e.s se sont rassemblé.e.s, place de la Bastille, le samedi 21 mai. Parmi eux, une énorme majorité de soutiens au YPG et au PKK, en première ligne au Rojava face à Daesh. Des Kurdes d'origine bien sûr, mais aussi de rares non Kurdes, au premier rang desquels des militant.e.s de la CNT [lephenixkurde]

♦ **Une soirée de soutien a eu lieu à Lyon le 3 juin,** organisée par des militant.e-s kurdes et Groupe Antifasciste Lyon et Environs.

♦ **Les peshmergas de nouveau reçus à l'Elysée** le 22 mai 2016. Les généraux peshmergas qui ont accompagné Bernard-Henri Lévy à Cannes n'ont pas attendu le palmarès, le 22 mai 2016. Et pour cause, ce jour-là, ils avaient rendez-

vous à l'Elysée avec le chef de l'Etat, François Hollande, qui les a de nouveau assurés du soutien de la France. Seule différence avec le 1^{er} avril 2015, la députée Vian Dakhil faisait partie de la délégation et a pu s'entretenir avec le président à propos du sort spécifique des Yézidis. [lephenixkurde]

♦ **Dès son retour en Angleterre, Aiden Aslin,** aide-soignant de 22 ans originaire de Newark, Nottinghamshire, s'est fait arrêté et accusé de terrorisme après avoir passé 10 mois à se battre contre Daech aux côtés des YPG. Une pétition pour son acquittement a été lancée sur le site Change.org.

♦ **Un groupe de jeunes Kurdes et Turcs vivant en Angleterre** ont lancé une campagne de boycott appelé No-Go Turkey, appelant les Européen.ne.s et les Britanniques à « ne pas dépenser leur argent sur les produits turcs, le tourisme, les agences de voyages ou tout autre investissement, puisque tout argent ne servira qu'à

financer la guerre contre les Kurdes et à soutenir le terrorisme de Daech ».

♦ **Début juin, le parlement allemand** a voté en quasi-unanimité la « commémoration du génocide des Arméniens et autres minorités chrétiennes dans les années 1915 et 1916 ». En réaction, le président turc Erdoğan a d'abord rappelé son ambassadeur à Berlin, menaçant qu'une telle décision de la part de l'Allemagne allait compliquer des relations déjà tendues entre Berlin et Ankara. Puis les députés allemand.e.s d'origine turque ont été la cible d'Erdoğan qui a déclaré que ces députés sont « les bras prolongés des terroristes », au « sang corrompu », et qu'il va leur donner « la leçon qu'ils méritent » pour avoir accusé « leur propre pays de génocide ». Enfin selon le quotidien Hurriyet, un groupe d'avocats turcs a déposé une plainte visant à faire inculper ces onze élus allemands pour « insulte à l'identité et à l'Etat turcs ». Ces députés auraient

aussi reçu des menaces de mort. [RFI]

♦ **Le Parlement Européen reconnaît finalement le génocide des Yézidi.e.s** par Daech. [lephenixkurde]

♦ **Les tensions entre l'ONU, le Parlement Européen et la Turquie** mettent en cause l'accord sur les réfugié.e.s.

→ Lors d'une discussion au sein du Parlement Européen auquel était présent Selahattin Demirtaş (coprésident du HDP), Kati Piri, rapporteuse pour la Turquie, a déclaré que « Le Parlement Européen ne signera jamais l'accord concernant des visas si vous [Demirtaş] ou des collègues à vous se font emprisonnés ».

→ Hansjoerg Haber, haut émissaire de l'ONU en Turquie, a démissionné récemment, un mois après avoir été rappelé par le ministre des affaires étrangères de Turquie pour avoir tenu des discours critiques vis-à-vis de l'accord sur les réfugié.e.s.



Une caricature publiée dans le journal Evrensel le 24 mai 2016.

Erdoğan : L'occident est jaloux des ponts et des metros que nous construisons

Les autres : Nan nan, ils sont jaloux de ta démocratie.



GLOSSAIRE

KCK : Union des Communautés du Kurdistan (considéré «terroriste» par sa proximité au PKK). C'est l'organisation «faitière» du mouvement de libération kurde qui prône le «confédéralisme démocratique» dans les quatre parties du Kurdistan.

KNK : le Congrès National du Kurdistan est une coalition d'organisations de la diaspora kurde exilée en Europe (femmes et hommes politiques, militant.e.s, avocat.e.s, intellectuel.le.s). Son siège est à Bruxelles et sa mission principale est le lobbying auprès de l'UE, l'ONU et les gouvernements.

BAKÛR : 'Kurdistan en Turquie'

PKK : Parti des Travailleurs du Kurdistan (interdit et considéré «terroriste»). On parle souvent indistinctement du PKK pour désigner d'autres organisations qui en sont proches ou qui n'en sont que des parties. Le PKK est aujourd'hui un mouvement, plus qu'un parti.

DTK : « le Congrès pour une société démocratique » est une plate-forme d'associations et de mouvements du Kurdistan en Turquie qui développe depuis 2011 son modèle « d'autonomie démocratique » en tant qu'organisation « faitière » confédérale.

KJA : Congrès des Femmes Libres. « L'organisation parapluie démocratique et confédérale des femmes contre l'état-nation unitaire et centralisé de la modernité capitaliste. » L'ancien DÖKH (Mouvement Démocratique de la Femme Libre) s'est restructuré en 2015 à l'image du DTK.

DBP : Parti Démocratique des Régions. Parti kurde majoritaire, qui applique le modèle d'« autonomie démocratique » à travers ses 103 municipalités au Bakûr.

HDP : Parti Démocratique des Peuples. C'est un parti parlementaire. Le HDP est un front regroupant le DBP et de nombreuses organisations révolutionnaires en Turquie, dont certaines ont des structures clandestines.

GABB : Union des Municipalités de l'Anatolie du sud-est, créée en 1991, coordonne la solidarité entre les villes Kurdes.

HDPG : Force de Défense du Peuple. Organisation armée. Guérilla du PKK.

YJA-Star : Unités des Femmes Libres. Guérilla des femmes du PKK.

YPS (anciennement YDG-H) : Unités de Protection Civile. Groupes locaux d'habitant.e.s armé.e.s pour l'autodéfense des quartiers.

YPS-Jin : Unités de Protection des Femmes.

ROJAVA : 'Kurdistan en Syrie'

TEV-DEM : « Mouvement pour une société démocratique ». Structure (équivalent -au Rojava- du DTK du Bakûr) englobant les mouvements et organisations sociales, et les délégués des conseils, qui participent au « confédéralisme démocratique ».

PYD : Parti de l'Union Démocratique, un des partis kurdes de Syrie. Il proclame l'autonomie du Rojava en novembre 2013.

Kongra Star (anciennement Yekitiya Star) : organe de coordination du mouvement des femmes au Rojava

YPG : Unités de Protection du Peuple.

Guérilla du PYD.

YPJ : Unités de Protection des Femmes. Guérilla des femmes du PYD.

Asayîş : C'est le mot kurde pour 'sécurité', ce sont les forces armées internes du Rojava.

MFS : Conseil Militaire Syriaque. Groupe Syriaque/Assyrien/Chrétien, proches des YPG/YPJ.

FDS : les Forces Démocratiques Syriennes (désignées comme SDF ou QSD), fondées au milieu du mois d'octobre 2015, sont une alliance regroupant une quarantaine de groupes armés actifs dans le Rojava et dans le nord de la Syrie. L'alliance est multi-ethnique (Kurdes, Arabes, Turkmènes, Circassiens,...) et anti-islamiste. Les principaux groupes composants l'alliance sont les YPG/YPJ (revendiquant 50.000 combattants) et le Jaysh al-Thuwar (Armée des Révolutionnaires, revendiquant 5.000 combattants).

YBŞ : Unités de Défense de Shengal, combattant.e.s principalement Yézidi.e.s formé.e.s par les YPG/YPJ.

CDS : Conseil Démocratique Syrien, organe politique des FDS.

CNK : regroupement de partis kurdes syriens, fondé à Erbil sous le parraillage de Massoud Barzani, en opposition au Conseil Nationale Syrien (principale formation de l'opposition en exil).

Başûr : 'Kurdistan en Irak'

GRK : Gouvernement Régional du Kurdistan, semi-autonome dans une partie du Başûr depuis la 1^{ère} guerre du golfe, forte

alliée des Etats-unis et de la Turquie.

Peshmergas : armée régulière du GRK.

KDP : Parti Démocratique du Kurdistan, présidé par Massoud Barzani, à la tête du GRK.

PUK : Union Patriotique du Kurdistan, détient le pouvoir dans une partie du GRK.

Rojhilat : 'Kurdistan en Iran'

PJAK : 'Partiya Jiyana Azad a Kurdistanê', le Parti pour une Vie Libre au Kurdistan est un groupe kurde iranien proche du PKK.

KDP-I : Parti Démocratique du Kurdistan Iranien.

Komala : Société des Travailleurs Révolutionnaires du Kurdistan Iranien, basé à Slemani.

TURQUIE

MLKP : Parti communiste marxiste-léniniste turc, pro-kurde. Il est interdit en Turquie. Il comporte une branche armée clandestine : le FESK.

Mouvement Révolutionnaire Uni des Peuples (HBDH) : Confédération de forces armées, comprenant notamment la guérilla TIKKO.

TIKKO : guérilla urbaine, branche armée du Türkiye Komünist Partisi/Marksist-Leninist (TKP/ML)

AKP : Parti pour la Justice et le Développement. Parti au pouvoir depuis 2002, nationaliste, islamiste et néo-libéral. Erdoğan (président de Turquie) et Davutoğlu (premier ministre)

LES EXPRESSIONS DU MOIS

« Serçawa / Ser serê » sont des salutations d'au revoir (kurde)



« Ne var ne yok ? » signifie « Quoi de neuf ? » (turc)

PLUS D'INFOS SUR LE WEB :

Visitez les sites KEDISTAN.FR, NEVARNEYOK.NOBLOGS.ORG, SOLIDARITEFEMMESKOBANE.ORG, TWITTER.COM/INFO_ROJAVA, SUSAM-SOKAK.FR, etc...

À ÉCOUTER...

Plusieurs émissions radio sur le mouvement des femmes kurdes sur: radio-rageuses.net (recherchez «kurdistan») et une sur soundcloud (recherchez «kurdistan 8 mars»).



POUR TOUTES INFOS,
COMMENTAIRES OU SUGGESTIONS :
actukurdistan@riseup.net